

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN DECEMBRE 2015**

Mars 2016

Ministre du Développement Durable, de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministres délégués

Mme Marie Julie BILOGO BI-NZENDONG

Mme Chantal ABENGDANG MEBALE

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :


Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2015.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2015.....	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2015.....	12
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin décembre 2015	12
II.2. LE PETROLE	14
II.3. LES MINES	14
II.3.1 <i>Le manganèse</i>	14
II.3.2 <i>L'or</i>	15
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	16
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	16
II.5.1. <i>Les cultures maraichères et vivrières</i>	16
II.5.2. <i>Les cultures de rente</i>	17
II.5.2.1. <i>Le caoutchouc naturel</i>	17
II.5.2.2. <i>Le café-cacao</i>	17
II.5.3. <i>L'élevage</i>	18
II.5.3.1. <i>L'élevage bovin</i>	18
II.5.3.12. <i>L'élevage porcin et avicole</i>	18
II.6. LES AGRO – INDUSTRIES.....	19
II.6.1. <i>La production meunière et avicole</i>	19
II.6.1. <i>Les huiles et corps gras</i>	19
II.6.2. <i>La production sucrière</i>	20
II.6.3. <i>Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	20
II.6.4. <i>L'eau minérale</i>	21
II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS	21
II.7.1. <i>Les unités de sciage</i>	22
II.7.2. <i>Les unités de déroulage</i>	22
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	23
II.8.1. <i>L'industrie minière</i>	23
II.8.2. <i>La chimie</i>	23
II.8.3. <i>Les matériaux de construction</i>	25
II.9. LE RAFFINAGE.....	25
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE ..	26
II.10.1 <i>L'électricité</i>	26
II.10.2. <i>L'eau</i>	27
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	27
II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	28
II.12.1. <i>Le transport aérien</i>	28

II.12.2. <i>Le transport ferroviaire</i>	29
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	30
II.14 LE COMMERCE	30
II.14.1. <i>Le commerce général structuré</i>	30
II.14.2. <i>Le commerce des véhicules neufs</i>	30
II.14.3. <i>Le commerce des produits pétroliers</i>	31
II.14.4. <i>Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	31
II.15. LES SERVICES	32
II.15.1. <i>Les services rendus aux entreprises</i>	32
II.15.2. <i>Les services rendus aux particuliers</i>	32
II.15.3. <i>Les services immobiliers</i>	32
II.15.4. <i>Les services de réparation mécanique</i>	32
II.15.5. <i>Les services parapétroliers</i>	33
II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	33
II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	34
II.18. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	36
II.18.1. <i>La configuration du secteur</i>	36
II.18.2. <i>La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	37
II.18.3. <i>Les Capitaux propres et intermédiation financière</i>	37
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	39
II.19.1 <i>La Branche Non Vie</i>	39
II.19.2 <i>La Branche Vie</i>	39
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU	
DEUXIEME TRIMESTRE 2015	41
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	41
III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES	42
III.2.1. <i>L'emploi dans le secteur public</i>	42
III.2.2 <i>Les salaires</i>	43
III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR	44
III 3.1. <i>L'évolution des exportations en valeur</i>	45
III.3.2 <i>L'évolution des importations en valeur</i>	46
III.3.3. <i>Le partenariat économique à décembre 2015</i>	47
III.3.3.1. <i>Les principaux fournisseurs</i>	47
III.3.3.2. <i>Les principaux clients</i>	48
III.4 LA DETTE PUBLIQUE	49
III.4.1. <i>L'évolution du règlement</i>	49
III.4.2 <i>L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs</i>	50
III.4.3. <i>La situation du stock de la dette publique</i>	51
III.5 LA SITUATION MONETAIRE	52
III.5.1 les principaux agrégats monétaires	52
III.5.1.1 La masse monétaire (M2)	52
III.5.1.2 <i>Les ressources extra-monétaires</i>	53
III.5.2 Les contreparties de la masse monétaire	53

III.5.3 La politique monétaire	54
IV.5.3.1 L'action sur la liquidité bancaire	54
IV.5.3.2 La politique des taux d'intérêt	54
III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2015	55
<i>III.6.1. L'exécution du budget</i>	55
<i>III.6.2. L'exécution des recettes</i>	55
<i>III.6.2.1 Les recettes pétrolières</i>	55
<i>III.6.2.2 Les recettes hors pétrole</i>	56
<i>III.6.3. Les dépenses budgétaires</i>	56
<i>III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement</i>	56
<i>III.6.3.2 Les dépenses d'investissement</i>	57
<i>III.6.3.3 Les autres dépenses</i>	57
CONCLUSION	58

RESUME EXECUTIF

L'activité économique mondiale a ralenti en 2015 sous l'influence concomitante d'une croissance modérée dans les pays émergents, notamment en Chine, des difficultés des pays producteurs de pétrole, suite à la faiblesse des cours. Ce, en dépit d'une confirmation de la reprise, quoique peu robuste, de l'activité dans les pays industrialisés (+1,9%), induite par l'accélération économique aux Etats-Unis et un affermissement progressif des performances de la zone euro.

Au sein des pays industrialisés, le PIB du Japon a progressé de 0,6% contre une croissance nulle auparavant, soutenu par la demande malgré le repli des exportations. Dans la zone euro, la croissance du PIB s'est établie à 1,5 % contre 0,9 % un an plus tôt. Cette reprise s'est opérée dans un contexte de dépréciation de l'euro et d'assouplissement de la politique monétaire. En outre, la consommation privée a augmenté sous l'effet de la chute des prix du pétrole.

Globalement, la croissance mondiale s'est établie à 3,1% contre 3,4 % en 2015.

Sur le plan national, l'économie s'est caractérisée, **au niveau du secteur primaire**, par une hausse des performances des activités pétrolière et minière en termes de productions et d'exportations et une bonne tenue de l'exploitation forestière. Toutefois, ces performances industrielles dans les domaines pétroliers et miniers ont été contraintes par la chute de 50% en moyenne du prix du baril de brut gabonais par rapport à l'année 2014 et la baisse de 13,9% du prix de manganèse gabonais sur le marché international.

L'activité aurifère a enregistré de bonnes performances en 2015. Ainsi, la production de l'or s'est accrue de 33,9%, par rapport à l'année précédente. Cette évolution est la résultante des efforts d'investissement pour l'amélioration de la productivité réalisés en 2014.

L'activité de l'exploitation forestière a progressé de 5,3 % en 2015, soutenue par la demande croissante en grumes des unités de transformation, suite au renforcement des capacités de production du tissu industriel.

Concernant le **secteur secondaire**, huit branches sur treize ont enregistré des contreperformances dues à plusieurs facteurs liés aux difficultés techniques, aux contractions des commandes internationales et aux faibles taux de demandes domestiques.

L'activité du **secteur tertiaire** a été globalement en baisse, à l'exception de la branche ferroviaire qui a enregistré des performances commerciales notables avec un chiffre d'affaires en nette progression (+8,7%) par rapport à l'année 2014.

Les prix à la consommation, calculés sur la base de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) ont baissé de 0,3% en moyenne annuelle contre une hausse de 4,7% en 2014. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix du poste des communications (-23,9%), de la Santé (-11,5%), ainsi que ceux du « Logement, eau, gaz, électricité... » (-10,1%), malgré la hausse de prix des « articles d'habillement et chaussures... » (+16,3%), de « Loisirs et cultures » (+9,4%) et des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,9%).

Dans un contexte de baisse des cours des matières premières, le **commerce extérieur** du Gabon s'est caractérisé par un solde commercial qui demeure excédentaire de 1 398,8 milliards de FCFA, mais en dégradation de 42,8% sur un an. Cette variation est liée à la

baisse des exportations en valeurs (-27,9%) et à l'allègement de la facture des commandes de biens importés (-9%). De ce fait, le taux de couverture qui, en 2014 était de 227%, s'est finalement établi à 180% en 2015.

Enfin, en lien avec l'évolution économique, la situation monétaire large s'est caractérisée par une contraction de 14,2% des avoirs extérieurs nets qui a entraîné un recul du taux de couverture de la monnaie à 75,5%, une légère contraction de la masse monétaire (+0,5%), un accroissement du crédit intérieur net de 12,6% tiré par les créances sur l'Etat, alors que le crédit à l'économie régressent de 6,3%.

La croissance économique mondiale s'est repliée à fin décembre 2015, sous l'effet du ralentissement de l'activité dans les pays émergents et en développement, et d'une reprise modeste dans les pays avancés.

Ainsi, l'économie mondiale a évolué dans un contexte marqué par une baisse du commerce international des biens et services, et par la confirmation de la chute du prix du pétrole et de plusieurs autres produits de base. L'assouplissement de la politique monétaire dans la zone euro et au Japon, s'est poursuivie, tandis qu'aux Etats-Unis, un durcissement progressif de la politique monétaire a été observé. A ces facteurs, s'ajoutent un contexte d'instabilité mondial, marquée par des conflits géopolitiques dans plusieurs pays.

Dans l'ensemble, l'expansion économique mondiale s'est traduite par un taux de croissance de 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, quoique modeste, l'embellie s'est confirmée, grâce à une croissance du PIB estimée à 1,9%. Cette orientation positive de l'économie dans cet ensemble est le fait d'une accélération économique aux États-Unis et d'un affermissement progressif de la reprise dans la zone euro. Dans la plupart des pays, la demande, favorisée par la baisse du prix du pétrole et le recul des taux d'intérêt, est demeurée forte.

Aux **États-Unis**, le redressement du marché immobilier et la reprise du marché du travail ont favorisé une accélération de la consommation. Par ailleurs, l'activité a été portée par des conditions financières accommodantes et la baisse des coûts de l'énergie, en dépit de la vigueur du dollar qui a pénalisé l'industrie. L'activité a engendré une croissance de 2,5% contre 2,4% un an plus tôt.

En dépit d'un recul des exportations, la croissance économique au **Japon** a été positive avec un taux de 0,6%, contre 0% un an auparavant. La relance budgétaire a favorisé la consommation, dans un contexte de recul des prix du pétrole et d'augmentation des revenus.

La croissance économique s'est établie à 1,5 % dans la **Zone euro** contre 0,9 % un an plus tôt. Cette reprise s'est opérée dans un contexte de dépréciation de l'euro et d'assouplissement de la politique monétaire. En outre, la consommation privée a augmenté sous l'effet de la chute des prix du pétrole.

En Allemagne, la demande intérieure a été le principal moteur économique au regard des difficultés conjoncturelles du commerce extérieur. Ainsi, la croissance de ce pays s'est située à 1,5%. De même, une consommation dynamique a permis l'évolution favorable de la croissance économique de la France estimée à 1,1% contre 0,2% il y a un an. L'Italie et l'Espagne, quant à elles, ont enregistré des taux d'expansion respectifs de 0,8% et 3,2%. Hors zone euro, l'économie du **Royaume-Uni** a ralenti en 2015, pour se situer à 2,2% contre 2,9% un an plus tôt.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a ralenti en 2015, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, du durcissement des conditions financières extérieures, de la baisse de la demande extérieure, notamment chinoise, et du recul de l'investissement. Ainsi, la croissance économique est fixée 4% contre 4,6% en 2014.

L'embellie économique s'est poursuivie dans **les pays émergents d'Europe** et s'est traduite par une croissance de 3,4% en 2015. La région a profité de la baisse des prix du pétrole et la reprise progressive dans la zone euro.

L'économie **des pays émergents d'Asie** s'est affermie, dans un contexte marqué par des réformes macroéconomiques, un redressement de l'investissement et la baisse des prix du pétrole. Ainsi, le PIB de la région a progressé de 6,6% en 2015.

La croissance **chinoise** a baissé en 2015, plombée par la réduction du crédit et de l'investissement, mais aussi par le retrait de la demande extérieure. Ainsi, le taux de croissance s'est situé à 6,9% à fin décembre 2015.

En Inde, le redressement de l'investissement, la baisse des prix des produits de base et les récentes réformes économiques ont permis une activité vigoureuse et une croissance stabilisée à 7,3%.

En **Russie**, la situation économique s'est profondément détériorée en 2015, induisant une croissance négative (-3,7%) contre 0,6% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole, des sanctions internationales et d'autres difficultés structurelles.

La croissance en **Amérique latine et dans les Caraïbes** a reculé en 2015 à -0,3% en 2015 contre 1,3% en 2014. La baisse des prix des matières premières et une demande extérieure atone ont pénalisé l'expansion économique de la région. Dans ce contexte, le Brésil et le Mexique ont respectivement obtenus -3,8% et 2,5% de croissance.

L'année 2015 au **Moyen Orient et Afrique du Nord** a été dominée par des facteurs géopolitiques et la baisse des cours du pétrole. Les incertitudes régionales engendrées par les conflits en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen ont eu un impact négatif. Le bas niveau des cours du pétrole a freiné l'activité économique dans les pays exportateurs de pétrole. Globalement, l'expansion de la région a enregistré en 2015 2,5% de croissance contre 2,8% en 2014.

La croissance des pays de **l'Afrique subsaharienne** a chuté à 3,5% en 2015 contre 5,0% en 2014. Le ralentissement observé en 2015 s'explique principalement par les répercussions de la baisse des prix des produits de base, en particulier du pétrole, ainsi que par le recul de la demande de la Chine, principal partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne, et le durcissement des conditions financières mondiales pour les pays pré émergents de la région.

Parmi les pays exportateurs de pétrole de la région, la croissance au Nigéria s'est établie à 4% en 2015, et celle de l'Angola a fléchi à 3,5% contre près de 5% en 2014. En ce qui concerne les pays importateurs de pétrole de la région, ils ont réalisé une croissance moyenne de 4%, avec une activité vigoureuse, notamment dans les pays à faibles revenus, grâce à l'investissement dans les infrastructures et une consommation privée soutenue.

La croissance de la **Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale** (Cemac) a décroché de deux points en 2015 par rapport à 2014 pour s'établir à 2,8%. La communauté régionale la plus dépendante de l'or noir sur le continent a fortement subi la chute du prix du baril de pétrole ainsi que la baisse de la production, pour certains.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2015

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin décembre 2015

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Manganèse	↗
Or	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Cultures de rente</i>	↘
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Minoterie et aviculture</i>	↘
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↗
<i>Placage</i>	↗
<i>Contreplaqué</i>	↘
Autres industries de transformation	
<i>Industrie minière</i>	↔
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↘
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules neufs</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
Services	

<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
<i>Parapétroliers</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

II.2. LE PETROLE

La production nationale de pétrole brut s'est établie à 11,922 millions de tonnes en 2015, en hausse de 8,6% par rapport à 2014. Cette embellie est liée à la mise en production de certains champs marginaux par Perenco et Sino Gabon (Moba, Igongo et Akondo) et à l'optimisation du champ Tchatamba. De même, les bonnes performances enregistrées sur certains puits (Turnix, Ganga, Niungo, Tsiengui-Est, Toucan, etc.) ont participé à cette performance.

Dans le même temps, les exportations ont progressé de 10,9%, se situant à 11 millions de tonnes, en raison de la fermeté de la demande européenne et de celle de l'Amérique latine & des Caraïbes. Par destination, l'Asie, malgré un repli de 11,8% de sa part, et l'Europe, ont absorbé près de 87,5% des exportations du brut gabonais en 2015.

Compte tenu de la surabondance de l'offre et de la contraction de la demande mondiale de pétrole, le prix moyen du Brent s'est situé à 52,34 dollars le baril, en baisse de 47,1% par rapport à 2014. Sur cette période, le prix moyen des bruts gabonais a accusé une chute de 50% à 48,1 dollars le baril.

En revanche, le taux de change moyen du dollar par rapport au franc CFA s'est amélioré de 19,6% en 2015 pour atteindre 591,3 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de tonnes)	10,980	11,922	8,6%
Exportation (en millions de tonnes)	9,937	11,017	10,9%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	98,99	52,46	-47,0%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	96,27	48,13	-50,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	494,434	591,550	19,6%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3. LES MINES

II.3.1 Le manganèse

En 2015, la production mondiale brute d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, est pour la première fois, depuis longtemps, en recul d'environ 3% par rapport à 2014, en raison de la crise mondiale. Cette évolution s'est traduite par une forte baisse de la demande pour les minerais ferreux, avec des prix au plus bas depuis 15 ans.

En dépit de ce contexte défavorable, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a augmenté de 3,7% pour s'établir à plus de 4 millions de tonnes en 2015, sous l'effet des bons résultats réalisés au niveau de la mine de Moanda et des travaux d'entretien de la voie ferroviaire qui ont permis un meilleur écoulement du produit vers la zone portuaire. L'opérateur CICMHZ a arrêté sa production au premier semestre 2015, avec un volume global de 174,4 milles tonnes, gêné par la faiblesse des cours du minerai à l'international, avec un minerai de moindre teneur par rapport aux mines du bassin de Moanda.

De même, les livraisons externes de manganèse ont atteint 3,9 millions de tonnes en 2015, compte tenu de l'amélioration de la production. A l'inverse, le chiffre d'affaires a enregistré un repli de 13,9%, passant de 354,2 milliards de FCFA en 2014 à 304,8 milliards en 2015, imputable à la chute des prix du manganèse sur le marché international (-49%).

La production de manganèse du Gabon a fait face à la concurrence Sud africaine qui a bénéficié de la dévaluation de la monnaie de ce pays en 2015, rendant ainsi ses exportations plus compétitives.

Le dernier opérateur, Nouvelle Gabon Mining, poursuit son installation à travers la construction d'une usine d'enrichissement dans la région de Franceville. Un branchement de la ligne de chemin de fer est en cours de réalisation avec une plateforme pour le stockage et la manutention du minerai avant expédition sur Owendo. Elle compte démarrer la production au quatrième trimestre 2016.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	3 862 556	4 004 825	3,7%
Exportations	3 791 267	3 905 810	3,0%
Ventes	3 789 483	3 887 784	2,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	354 188	304 814	-13,9%

Source : Comilog & CICHMZ

II.3.2 L'or

L'activité aurifère s'est caractérisée par de bonnes performances en 2015. Ainsi, la production de l'or s'est accrue de 33,9%, passant de 1 058 kg en 2014 à 1 417 kg en 2015, en raison des investissements réalisés l'année précédente qui ont permis d'améliorer la productivité de la société.

Sur le plan commercial, les ventes de l'or ont généré un chiffre d'affaires de 29,49 milliards de francs CFA en 2015, soit un accroissement de 53,4%, en raison de l'augmentation des quantités vendues, malgré la baisse des cours moyens (-8,4%).

Concernant l'emploi, les effectifs ont régressé de 2,8%, passant de 251 à 244 employés en 2015 suite à des licenciements.

Evolution de l'activité de l'or

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (KG)	1 058,4	1 417,4	33,9%
Lingots (Nombre)	196	215	9,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	19,22	29,49	53,4%
Effectifs (nombre d'employés permanents)	251	244	-2,8%

Source : Ressources Golden Gram - REGG Gabon

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'activité de l'exploitation forestière s'est appréciée en 2015, soutenue par la demande croissante en grumes des unités de transformation, suite au renforcement des capacités de production du tissu industriel. Ainsi, la production de grumes a progressé de 5,3 % pour atteindre 1,364 million de m³. Cette augmentation des volumes est liée à la disponibilité et à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières.

De même, les ventes de grumes aux industries ont observé la même tendance haussière (+10,1%) pour atteindre 387 716 m³, suite à une forte demande exprimée par les unités de transformation ne disposant pas de permis d'exploitation.

Le chiffre d'affaires a connu une très légère progression de 0,7% pour se chiffrer à 35,192 milliards de FCFA. Les effectifs ont augmenté de 2,7% pour atteindre 3 613 salariés.

Evolution de l'activité de la production forestière

Années	2013	2014	2015	Var 15/14
Production forestière (m3)	844 378	1 295 865	1 364 815	5,3%
Ventes aux industries locales	255 166	352 067	387 716	10,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 876	34 937	35 192	0,7%
Emplois (nombre)	2 352	3 517	3 613	2,7%

Source : Enquête DGEPE

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Les cultures maraichères et vivrières

Le déploiement du projet Prodiag par l'Igad dans toutes les provinces du pays s'est traduit par l'expansion et le développement des surfaces cultivables, le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée et l'amélioration de la productivité.

Dans ce contexte, les productions maraichères et vivrières ont enregistré des bons résultats en 2015, suite à la montée en puissance des exploitations installées dans le cadre de ce programme. Ainsi, la production maraichère s'est accrue de 48,4% pour s'établir à 932 tonnes, alors que le volume de la production vivrière a plus que doublé au cours de la même période, soit 8 097 tonnes.

Parallèlement, le chiffre d'affaires global est passé de 1,6 milliard de FCFA en 2014 à 3,1 milliards en 2015, soit une appréciation de 98,1%, en raison de la bonne tenue des produits maraichers et vivriers sur le marché domestique.

Evolution de l'activité de l'Igad

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions(en tonnes)			
Produits maraîchers	628	932	48,4%
Produits vivriers	3 961	8 097	104,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 561	3 093	98,1%
Produits maraîchers	315	478	51,7%
Produits vivriers	1 246	2 615	109,9%

Source : IGAD

II.5.2. Les cultures de rente

II.5.2.1. Le caoutchouc naturel

La filière de l'hévéaculture a enregistré des résultats mitigés en 2015, avec des contre-performances agronomiques et une amélioration au niveau de l'usinage du caoutchouc. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a chuté de 16,4% en 2015, s'établissant à 30 818 tonnes, notamment à cause du vieillissement des plantations et de la mauvaise santé de certains arbres. A contrario, la transformation de caoutchouc humide en granulé s'est améliorée de 3,8% pour un volume de 17 177 tonnes.

Parallèlement, les exportations de caoutchouc en granulé ont augmenté de 5% sur la période sous-revue pour atteindre 18 006 tonnes.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	36 880,9	30 818,0	-16,4%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	17 065,9	17 717,0	3,8%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	17 153,4	18 006,0	5,0%

Source : SIAT

II.5.2.2. Le café-cacao

Les activités de la caféiculture et de la cacao-culture ont été moroses en 2015, en raison du vieillissement et du désintérêt de la population pour ces produits de rente. Cette situation est inhérente à la réduction de la subvention allouée par l'Etat et aux difficultés de mise à disposition de cette subvention conformément au calendrier cultural.

Ainsi, les achats et les ventes locales de café ont baissé respectivement de 21,6% et 49%, pour un chiffre d'affaires de 11,6 millions de Francs CFA. Parallèlement, les achats de cacao ont chuté de 23,9%, se situant à 52,8 tonnes en 2015. En revanche, les exportations de cacao affichent une hausse de 20,3% à 60,27 tonnes en 2015. Elles ont généré un chiffre d'affaires de 53,6 millions de francs FCFA.

Evolution de l'activité cacao café

	Fin décembre		
	2013/2014	2014/2015	Variation
Achat de café aux planteurs (en tonnes)	29,6	23,2	-21,6%
Achat de cacao aux planteurs (en tonnes)	69,4	52,8	-23,9%
Ventes locales de café (en tonnes)	35,1	17,9	-49,0%
Exportations de cacao (entonnnes)	50,1	60,27	20,3%
Chiffre d'affaires total (millions de FCFA)	62,2	65,2	4,8%
Chiffre d'affaires cacao	36,4	53,6	47,3%
Chiffre d'affaires café	25,8	11,6	-55,0%

Source : Caistab

II.5.3. L'élevage

II.5.3.1. L'élevage bovin

En 2015, le ranch de Siat dans la Nyanga a connu un accroissement de 3,8% de son cheptel, soit 4 941 têtes contre 4 761 en 2014. Cette augmentation est liée à la minimisation du nombre de décès et à l'introduction des jeunes bêtes dans le troupeau.

Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 120 tonnes de viande au cours de l'année 2015, en hausse de 13,5%, suite à l'abattage des bêtes âgées devenues inaptes pour la reproduction. Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 6,5% pour atteindre 445 millions de francs CFA contre 418 millions en 2014.

Evolution de l'élevage

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Effectif du cheptel	4 761	4 941	3,8%
Vente de viande (en kg)	105 723	120 000	13,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	418	445	6,5%
Effectif	21	20	-4,8%
Masse salariale	126	114	-9,5%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.5.3.12. L'élevage porcin et avicole

L'activité de l'élevage porcin et avicole dans le cadre du Prodiag a été morose en 2015. Ainsi, contrairement à 2014, le cheptel porcin a diminué de 10,9%, passant de 1224 têtes en 2014 à 1091 en 2015. De même le cheptel avicole a régressé 26,4% à 62 597 poules pondeuses en 2015. Ces mauvais résultats sont imputables à l'arrêt de la majorité des exploitations en raison de la non maîtrise des techniques du métier d'éleveur et des difficultés d'approvisionnement en aliments pour bétail.

Le chiffre d'affaires global suit la même tendance baissière passant de 2,4 milliards de francs CFA en 2014 à 1,8 milliard en 2015.

Evolution de l'activité d'élevage porcin et avicole

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Cheptel de porcs	1 224	1 091	-10,9%
Cheptel de poules pondeuses	85 000	62 597	-26,4%
Production des œufs (en millions d'unités)	21	16	-26,2%
Production de la viande de porc (en kg)	97 920	87 280	-10,9%
Production de la viande de poules (en kg)	161 500	118 934	-26,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 363	1 783	-24,6%
Poules et œufs	2 089	1 539	-26,4%
Porcs	274	244	-10,9%

Source : IGAD

II.6. LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. La production meunière et avicole

Globalement, l'activité meunière et avicole a enregistré des contre-performances en 2015. Ainsi, les productions de farine et d'aliments pour bétail ont connu des baisses respectives de 0,6% et 3,4%, attribuables au problème d'approvisionnement en blé. Toutefois, la production des œufs est en hausse de 6,4% à 42,8 millions d'unités. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a connu un repli de 2,7% pour se situer à 33,8 milliards de F CFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Farine (en tonnes)	72 935	72 472	-0,6%
Issues (en tonnes)	19 324	19 954	3,3%
Aliments pour bétail (en tonnes)	28 551	27 593	-3,4%
Œufs (en milliers d'unités)	40 213	42 789	6,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	34 788	33 841	-2,7%
Effectifs	216	216	0,0%
Masse salariale	3 323	2 986	-10,1%

Source : SMAG

II.6.1. Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a été marquée en 2015 par une baisse de l'activité. En effet, en dépit de l'augmentation de la production de l'huile rouge brute (+19,1%), suite à la mise en exploitation des plantations d'Olam à Kango, les autres productions ont connu des baisses, notamment l'oléine et les savons. Les difficultés d'écoulement des huiles et savons en liaison avec la saturation du marché local par les produits importés expliquent ces contre-performances. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a connu un repli de 15,2%, à 7,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (Tonnes)			
Huile Rouge	6 466	7 702	19,1%
Huile raffinée (Oléine)	6 170	5 362	-13,1%
Savons	2 350	2 273	-3,3%
Chiffre d'Affaires	8 343	7 073	-15,2%
Effectifs	174	167	-4,0%
Masse Salariale	1 169	1 601	37,0%

Source : SIAT

II.6.2. La production sucrière

Globalement, l'activité sucrière a été marquée par de mauvais résultats en 2015, tant sur le plan agronomique qu'au niveau industriel et commercial. En effet, sur le plan agronomique, les rendements ont été faibles en 2015, entraînant une diminution de 2,4% de la production de canne à sucre (292 874 tonnes) et une baisse de la production de sucre en granulé de 50 kg de 1,4% à 23 521 tonnes. Les aléas climatiques, les problèmes d'entretien des champs et le début tardif de la campagne sucrière expliquent ces contre-performances.

Parallèlement, sur le plan industriel et commercial, la transformation de sucre en morceaux et en dosettes s'est légèrement repliée de 0,5% à 17 959 tonnes, suite à la grève observée par le personnel pendant un mois. Par ailleurs, les ventes des produits élaborés ont généré un chiffre d'affaires de 19,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

(en tonnes)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (granulés de 50 kg)	23 850	23 521	-1,4%
Total Sucre Transformé	18 054	17 959	-0,5%
Sucre (morceaux)	10 288	9 699	-5,7%
Autres (dose, granulé d'1kg)	7 766	8 260	6,4%
Ventes (en tonnes)	32 335	32 232	-0,3%
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	19 922	19 738	-0,9%
Effectifs	403	387	-4,0%
Masse Salariale (en millions de FCFA)	4 287	4 206	-1,9%

Source : Sucaf

II.6.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées

A fin décembre 2015, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a connu un tassement de son activité suite aux difficultés techniques et à la faiblesse de la demande du marché domestique. Ainsi, la production totale de boissons gazeuses et alcoolisées a baissé de 7,8%, pour un volume de 2,7 millions d'hectolitres, malgré la bonne tenue des vins (+47,4%). Cependant, le chiffre d'affaires est resté quasi-stable, se situant à 157,8 milliards de FCFA en 2015.

An niveau de l'emploi, les effectifs sont restés constants à 962 agents permanents, pour une masse salariale en augmentation de 10,5%.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en hectolitres)	2 932 170	2 704 006	-7,8%
Bières	1 694 119	1 542 168	-9,0%
Boissons gazeuses	1 155 380	1 073 130	-7,1%
Vins	30 859	45 483	47,4%
Divers	51 811	43 224	-16,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	157 467	157 848	0,2%
Effectifs	961	962	0,1%
Masse salariale	12 174	13 454	10,5%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4. L'eau minérale

La production de l'eau minérale a enregistré une hausse de 16,1% en 2015 pour un volume de 661 775 hectolitres. De même, le chiffre d'affaires s'est établi à 14,4 milliards de FCFA, en hausse de 19,3%. Malgré les problèmes techniques rencontrés par la société suite à la panne de deux compresseurs, le fonctionnement optimal de la deuxième ligne de production et la fermeté de la demande locale sont à l'origine de cette embellie.

Les effectifs ont été renforcés en 2015 à 55 agents pour une masse salariale de 705 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production d'eau (en hectolitres)	569 922	661 775	16,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 041	14 371	19,3%
Effectifs	48	55	14,6%
Masse salariale	569	705	23,9%

Source : Soboléo

II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS

A la fin de l'année 2015, l'activité des industries du bois a enregistré des résultats appréciables. En effet, la production consolidée a progressé de 6,4% pour atteindre 622 430 m³, en raison d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes et de la montée en puissance des usines nouvellement installées. Par segment, seul le contreplaqué a enregistré des contre-performances en 2015 (-5,1%), suite aux difficultés techniques de certaines usines. Les productions du sciage et du placage sont en hausse de 4,3% et 15,2% respectivement.

Sur le plan commercial, les exportations ont observé la même tendance haussière (+5,9%) pour s'afficher à 537 182 m³, en raison de la demande soutenue du marché des bois tropicaux. Cependant, les ventes locales ont régressé de 8,7%, en liaison avec la baisse de la demande locale.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m3)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	585 243	622 430	6,4%
Ventes locales	38 388	35 058	-8,7%
Exportations	507 071	537 182	5,9%

Sources: DICB, Cora Wood, Rougier, Tbni, Rfm, Ceb, Cpbg, Thébault-transbois, Tgi, Sheng Yang, Mpb, Rfm, Snbg

II.7.1. Les unités de sciage

Le segment sciage a été marqué par un raffermissement de son activité en 2015. En effet, sur le plan industriel, la production a augmenté de 4,3% pour atteindre 382 815 m³, en raison d'un meilleur approvisionnement des unités de transformation en grumes et de la montée en puissance des nouvelles usines. De même, les exportations ont augmenté de 1,8% à 335 245 m³ du fait de la bonne tenue des commandes extérieures. Par contre, les ventes locales ont baissé de 9,4%, plombées par la faiblesse de la demande domestique.

Evolution de l'activité de sciage

(en m3)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	367 048,0	382 815,0	4,3%
Ventes locales	28 923,0	26 208,0	-9,4%
Exportations	329 313,0	335 245,0	1,8%

Sources: DICB, Cora Wood, Rougier, Somivab, Hua-jia, Cbg, Ceb, Bsg, Bso, Rfm, Egg, Tbni, Sitrab, Ifeg, Super bois, Safor, Tali bois, Foreex, Bordamur

II.7.2. Les unités de déroulage

- ***Le placage***

Le segment placage s'est bien comporté à la fin de l'année 2015. Ainsi, la production a atteint 184 352 m³, soit une augmentation de 15,2% par rapport à 2014, favorisée par l'approvisionnement régulier des usines en grumes. Au cours de la même période, les exportations ont progressé de 12,9%, sous l'effet de la fermeté de la demande extérieure.

Evolution de l'activité de placage

(en m3)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	159 983,0	184 352,0	15,2%
Exportations	138 632,0	156 569,0	12,9%

Sources: DICB, Cora Wood, Cema, Thébault-transbois, Tgi, Runbunan, Cpbg, Pdg, Snbg

- **Le contreplaqué**

La fabrication de contreplaqué a connu un tassement lié au ralentissement du rythme de production afin d'évacuer les stocks et en raison des difficultés techniques rencontrées par certaines usines. Ainsi, la production a régressé de 5,1% à 55 263 m³.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont connu la même tendance baissière (-6,5%), en raison de la concurrence des produits importés et de la faiblesse de la demande. A l'inverse, les exportations ont progressé de 16%, en lien avec la fermeté de la demande du marché international.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m3)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	58 212,0	55 263,0	-5,1%
Ventes locales	9 465,0	8 850,0	-6,5%
Exportations	39 126,0	45 368,0	16,0%

Sources : Cora Wood, Rougier, Sheng Yang, OtimVeener

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. L'industrie minière

En 2015, la production réalisée par le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M) depuis sa mise en service a été de 14 547 tonnes pour le silico manganèse et de 1 806 tonnes pour le manganèse métal.

Parallèlement, les exportations des produits ont atteint 13 470 tonnes de silico-manganèse et 1 142 tonnes de manganèse métal à fin décembre 2015, dans un contexte de chute des prix de vente de ces deux produits sur le marché mondial, sous l'effet d'une baisse de la production d'acier en Europe victime de la stratégie « agressive » des firmes chinoises sur le marché européen. En termes d'emploi, le complexe a compté 432 agents permanents, dont 9 expatriés.

II.8.2. La chimie

L'activité des industries chimiques a été morose en 2015, du fait de la contraction de la demande en liaison avec la baisse d'activité dans les BTP, les ruptures de stocks des intrants et la concurrence des produits importés.

- **Les peintures**

La production des peintures a régressé de 16,0% à 4 243 tonnes en 2015, essentiellement en raison des ruptures des stocks des consommations intermédiaires (intrants) et de la contraction des consommations des opérateurs des BTP et des sociétés pétrolières. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires a chuté de 19,2% pour se fixer à 9,4 milliards de FCFA.

La masse salariale a enregistré une hausse de 7,9% imputable au paiement des droits de départ de 8 agents permanents.

Evolution de l'activité des peintures

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en tonnes)	5 051,1	4 243,0	-16,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 663,8	9 421,9	-19,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	908,7	957,6	5,4%
Effectifs (en nombre)	80	72	-10,0%

Sources: GPL, Chimie Gabon

- ***Les lubrifiants***

La fabrication des lubrifiants s'est caractérisée par la morosité de l'activité, sous l'effet des faibles commandes des marqueteurs sur le marché local et extérieur, ainsi que de la concurrence des produits importés. Ainsi, la production de lubrifiants a régressé de 42,3%. De même, la production des emballages métalliques et plastiques est passée de 303 720 unités en 2014 à 146 959 unités en 2015, soit une chute de 51,6%. Conséquemment, le chiffre d'affaires s'est contracté de 36,6% pour s'établir à 4,5 milliards de FCFA.

La réduction des effectifs de 11,4% a entraîné un relèvement de la masse salariale de 7,3%, suite au paiement des droits de départ.

Evolution de l'activité des « lubrifiants »

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	5 215	3 009	-42,3%
Emballages (en unités)	303 720	146 959	-51,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 050	4 473	-36,6%
Effectifs (nombre d'agents)	44	39	-11,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	529	568	7,3%

Source : PIZOLUB

- ***Les gaz industriels***

Globalement, l'activité de production de gaz industriels a ralenti au cours de l'année 2015 suite à la contraction des commandes des secteurs pétrolier et BTP. Ainsi, la production a diminué de 25,3%, passant de 631 400 m³ en 2014 à 471 600 m³. Corrélativement, le chiffre d'affaires a observé un recul de 13,8% à 3,3 milliards de FCFA.

La réduction des effectifs à 62 agents permanents en raison des départs à la retraite a induit une baisse de 3,2% de la masse salariale à 864 millions de FCFA en 2015.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en m3)	631 400	471 600	-25,3%
Oxygène	247 100	252 600	2,2%
Azote gazeux	41 900	20 300	-51,6%
Azote liquide	308 800	172 200	-44,2%
Acétylène	33 600	26 500	-21,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 838	3 308	-13,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	892	864	-3,2%
Effectifs (nombre d'agents)	67	62	-7,5%

Source : CIM-GABON

II.8.3. Les matériaux de construction

La production de ciment, qui a atteint 146 590 tonnes en 2015 contre 161 347 tonnes en 2014, a accusé un repli de 9,1%, en raison de la contraction de la demande des sociétés de BTP exacerbée par la concurrence des importations accrues de ciment. Parallèlement, la production des agrégats a chuté de 90,5% à 37 745 tonnes en 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires a régressé de 20,6% à 12,4 milliards de FCFA en 2015.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en tonnes)			
Ciments	161 341	146 590	-9,1%
Agrégats	398 817	37 745	-90,5%
Ventes de ciment (en tonnes)	162 574	147 885	-9,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 643	12 416	-20,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 127	1 611	-61,0%
Effectifs	132	93	-29,5%

Source : CIM-GABON

La réduction des effectifs à 93 employés en 2015 dans le cadre de la restructuration de la société a induit une contraction de la masse salariale de 61%.

II.9. LE RAFFINAGE

L'analyse des différents indicateurs de la raffinerie fait ressortir des résultats mitigés marqués par de bons résultats industriels et des contre-performances commerciales. En effet, malgré la grève observée par le personnel en début d'année, le volume de brut traité a progressé de 11,4% à 927 563 tonnes métriques, grâce à l'optimisation de l'outil de production durant le second semestre. Afin de satisfaire la demande et combler le déficit structurel, la société a

importé des produits pétroliers raffinés (gasoil, butane, etc.) à hauteur de 248 945 tonnes métriques en 2015 contre 388 811 en 2014, soit un retrait de 36%.

Sur le plan commercial, hormis le butane et les résidus atmosphériques qui ont eu une bonne tenue, les ventes des autres produits pétroliers raffinés se sont rétractées sur le marché domestique et à l'extérieur, en raison de la faiblesse de la demande liée à la morosité de l'activité observée dans certains secteurs de l'économie nationale et internationale. En conséquence, le chiffre d'affaires a décliné de 31,2% à 337,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015.

Evolution de l'activité de raffinage

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
TOTAL DU BRUT TRAITE	832 829	927 563	11,4%
Compte propre (tonnes métriques)	832 829	927 563	11,4%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	35 974	39959	11,1%
Super (m ³)	106 910	94 911	-11,2%
Pétrole lampant (m ³)	33 032	31 764	-3,8%
Turbine fuel 1 (m ³)	56 983	53 691	-5,8%
Gas-oil moteur (m ³)	630 065	518 898	-17,6%
Résidu atmosphérique export (TM)	462 672	519 011	12,2%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	490 916	337 888	-31,2%
Chiffre d'affaires intérieur	362 916	250 353	-31,0%
Chiffre d'affaires export	128 000	87 535	-31,6%

Source : Sogara

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

La branche énergie s'est caractérisée par un raffermissement de son activité à fin décembre 2015 au regard de l'évolution ascendante de ses principaux indicateurs, en liaison avec les travaux de réhabilitation et de renforcement de l'outil de production et de distribution.

II.10.1 L'électricité

La production nette d'électricité a progressé de 3,5% pour s'établir à 2 246,1 millions de Kwh à fin décembre 2015. Cette embellie est liée à la bonne performance de la SEEG suite à la remise en production des groupes thermiques.

De même, les ventes ont enregistré une hausse de 3,8%, soutenue par la demande sans cesse croissante des ménages. Ces ventes ont engendré un chiffre d'affaires de 161,3 milliards de FCFA, en relèvement de 1,9% par rapport à fin décembre 2014.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette (en GWh)	2 169,9	2 246,1	3,5%
Production nette SEEG	1 789,5	1 905,7	6,5%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	380,4	340,4	-10,5%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	1 649,8	1 712,2	3,8%
Volumes facturés MT hors cession	613,3	600,8	-2,0%
Volumes facturés BT hors cession	1 036,5	1 102,9	6,4%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	158 298,5	161 285,6	1,9%
CA MT hors cession	48 274,6	49 188,9	1,9%
CA BT hors cession	110 023,9	112 096,8	1,9%

Source : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2. L'eau

La branche Eau a connu des résultats appréciables suite au renforcement de la capacité de production et à la vigueur de la demande (industries et ménages). Ainsi, la production nette a augmenté de 10,6% à 108,9 millions de m³. Conjointement, les ventes ont progressé de 11,5%, générant un chiffre d'affaires de 27 milliards de FCFA en 2015.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette	98 602,0	108 925,9	10,5%
Ventes hors cession	66 415,7	74 043,4	11,5%
CA hors cession (en millions de FCFA)	24 156,2	27 148,1	12,4%

Source: SEEG

II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité du secteur BTP a enregistré une nouvelle contre-performance au terme de l'année 2015. En effet, le chiffre d'affaires global s'est contracté de 4,7% pour se situer à 319,8 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable au ralentissement ou à l'arrêt de certains chantiers.

Cette morosité a engendré des licenciements économiques et des départs volontaires de certains employés dans le secteur. Ces mouvements ont induit une baisse de 19,4% des effectifs à 17 269 agents permanents. En conséquence, la masse salariale a chuté de 16,6% pour se situer à 113,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche BTP

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de FCFA), dont :	335 700	319 811	-4,7%
Bâtiment et génie civil	297 943	285 137	-4,3%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	37 757	34 674	-8,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	136 461	113 853	-16,6%
Effectifs (nombre d'agents)	21 438	17 269	-19,4%

Source : Colas Gabon, Socoba EDTPL, Cfhec, Sericom, Sinohydro, Mika services, Acciona, CRBC, Sogacer, Sobe, Corail Construction, Omega btp, ETE, Groa, Gtab, J.B engineering, Sogafric services, Bouygues Energies, Cetex, Seteg, Cgpr, Lbtg, Faco construction, Avantis, Soco-TP, Nuez et Fils.

II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

A fin décembre 2015, le secteur des transports a affiché des résultats mitigés. Ainsi, pendant que le transport ferroviaire a amélioré ses performances, le transport aérien enregistrait un tassement de son activité.

II.12.1. Le transport aérien

Les évolutions baissières des principaux indicateurs du transport aérien depuis le début de l'année se sont confirmées en fin décembre 2015. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont connu un repli de 7,5%. Cette situation est due, non seulement aux problèmes d'exploitation rencontrés par certaines compagnies aériennes, mais aussi à la faiblesse du trafic sur le réseau national en liaison avec le ralentissement de l'activité observé dans la plupart des secteurs de l'économie nationale.

Dans le même temps, le nombre de passagers a baissé de 2,7% pour s'établir à 939 699 personnes, en raison du transfert des passagers vers les autres modes de transport (bateaux, voitures) et du manque de vitalité des compagnies sur les réseaux domestique et international.

Le volume du fret a chuté de 21,5%, passant de 1 755 tonnes en 2014 à 1 092 tonnes en 2015, du fait des contre-performances de DHL international et de Sky Gabon qui n'a transporté que le tiers de son tonnage de 2014.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Mouvements Avions Commerciaux	28 450	26 314	-7,5%
- Réseau domestique	15 307	13 262	-13,4%
- Réseau international	13 143	13 052	-0,7%
Passagers	965 578	939 699	-2,7%
- Réseau domestique	304 212	267 179	-12,2%
- Réseau international	568 617	540 774	-4,9%
- Transit	92 749	131 746	42,0%
Volume du fret (en tonnes)	19 457	15 276	-21,5%
- Réseau domestique	1 755	1 093	-37,7%
- Réseau international	17 702	14 183	-19,9%

Source: ADL

II.12.2. Le transport ferroviaire

L'amélioration des performances du transport ferroviaire a été favorisée par les travaux d'entretien du réseau et le regain de l'activité dans les mines et les industries du bois. Ainsi, le volume global de marchandises acheminées par rails s'est accru de 7,7% pour s'établir 4,7 millions de tonnes.

Parallèlement, le nombre de passagers transportés a augmenté de 10,3% à 237 399 personnes, en raison d'une meilleure régularité des trains, suite aux travaux de maintenance et de stabilisation de la voie.

Par conséquent, le chiffre d'affaires généré par le transport des marchandises et des personnes s'est accru de 8,7% à 47,9 milliards.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de passagers	215 221	237 399	10,3%
Volume global des marchandises (en T)	4 329 197	4 663 403	7,7%
Grumes	340 040	333 432	-1,9%
Bois débités	32 348	37 241	15,1%
Manganèse	3 663 952	3 974 976	8,5%
Clinker	7 839	0	-100,0%
Produits pétroliers	60 852	56 763	-6,7%
Autres marchandises	224 166	260 991	16,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	44 104	47 948	8,7%

Source: SETRAG

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Dans l'ensemble, les indicateurs du secteur des télécommunications ont enregistré une évolution contrastée à fin décembre 2015. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a enregistré un repli de 4,2% pour s'établir à 2,8 millions de clients, en raison de l'opération d'identification des clients, imposée par l'agence de régulation.

A l'inverse, le nombre d'abonnés au téléphone fixe a progressé légèrement (+1,4%) à 18 758 personnes, suite aux offres commerciales promouvant la suppression de la taxe de raccordement et l'instauration des appareils duo ou packages combinant les lignes fixes à Internet.

Par ailleurs, le déploiement des services 3G/4G par deux opérateurs de téléphonie mobile à Libreville et à l'intérieur du pays a favorisé la croissance du parc Internet Mobile (+61,8%), avec 1,4 million d'abonnés actifs en 2015.

Evolution de l'activité des télécommunications

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	299,18	292,58	-2,2%
Nombre d'abonnées au mobile	2 943 559	2 820 968	-4,2%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	18 498	18 758	1,4%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 962 057	2 839 726	-4,1%
Nombre d'abonnées à l'Internet GSM	852 292	1 379 391	61,8%
Nombre d'abonnées à l'Internet haut débit	10 737	11 082	3,2%

Sources : Ai tel Gabon, Gabon-Télécom, Moov Gabon et Azur Gabon

La baisse continue des prix ainsi que celle du nombre d'abonnés ont induit la baisse du chiffre d'affaires des télécommunications de 2,2% à 292,6 milliards de FCFA.

II.14 LE COMMERCE

II.14.1. Le commerce général structuré

A fin décembre 2015, le commerce général structuré a affiché une baisse de 4,4%, pour un chiffre d'affaires de 393,2 milliards de FCFA contre 411,1 milliards l'année précédente. Cette situation s'explique par une contraction de la demande locale, en liaison avec le ralentissement de l'activité observée dans la plupart des secteurs de l'économie.

Evolution du commerce général structuré

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	411,15	393,19	-4,4%

Source : CECA-Gadis, SAN Mbolo, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bati Plus, Bernabe Gabon

II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

Le commerce des véhicules neufs est en baisse en 2015, suite à la faiblesse des commandes publiques et privées, notamment les secteurs forestiers et BTP. Dans ces conditions, le

nombre de véhicules neufs vendus s'est établi à 3 754 unités contre 4 739 voitures, soit une chute de 20,8% par rapport à 2014, induisant un chiffre d'affaires en baisse de près de 25% à 124,1 milliards de FCFA.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de véhicules vendus	4 739	3 754	-20,8%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	164,78	124,12	-24,7%

Source : URAI

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

En 2015, les ventes des produits pétroliers raffinés ont diminué de 7,5% pour se situer à 696 007 tonnes métriques contre 752 787 tonnes métriques en 2014. Cette contre-performance s'explique par les pénuries de carburants observées en début d'année, suite à la grève de l'ONEP et par la faiblesse des consommations de carburant par les clients industriels, notamment du gasoil par les entreprises du BTP.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est établi à 407,6 milliards FCFA, en régression de 17,9% par rapport à celui enregistré un an plus tôt.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	496,8	407,6	-17,9%
Volumes vendus (en tonnes métriques)	752 787	696 007	-7,5%
<i>dont Gasoil</i>	550 604	487 867	-11,4%
<i>Supercarburant</i>	81 748	82 386	0,8%
<i>Kérosène</i>	48 300	52 000	7,7%

Source: GPP, Total Marketing, Petro Gabon, Engen, Oil Libya

II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

L'activité du commerce des produits pharmaceutiques s'est dépréciée de 1,5% à fin décembre 2015 pour un chiffre d'affaires de 56,81 milliards de FCFA contre 57,7 milliards de FCFA l'année antérieure. Cette évolution fait principalement suite à la grève dans les structures hospitalières publiques.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	57,678	56,81	-1,5%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15. LES SERVICES

II.15.1. Les services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises ont été marqués par un fléchissement de l'activité en 2015, imputable à la révision à la baisse des coûts de certaines prestations et à la contraction des transactions comptables et en conseil. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est rétracté de 16,4% à 63 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	75,4	63,0	-16,4%

Sources : CFAO Technologies, Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, Price water House Coopers, Price Water Coopers tax & legal, Ernst & Young, Bureau Veritas Gabon, Gabon Propre Service, Société Gabonaise de Service, General Business Machine, FEAG, CIS, Cabinet Delta, SOLSI.

II.15.2. Les services rendus aux particuliers

Le segment des services rendus aux particuliers a enregistré des contre-performances en 2015 comparativement à 2014. En effet, son chiffre d'affaires a baissé de 5,5% à 55,5 milliards de FCFA, sous l'effet de l'atonie de l'activité dans la plupart des secteurs.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	58,7	55,5	-5,5%

Source : PMUG, SGJL, SGCL, Staff Gabon, Gie Gesparc, Franstel, Casepga, SAAF la colombe, Gabosep, Polyclinique El Rapha, Cabinet Médical, Médical Optique, Labo color

II.15.3. Les services immobiliers

Les services immobiliers, contrairement à l'année précédente, ont connu une baisse du chiffre d'affaires de 21,3%, soit un montant de 4,4 milliards de FCFA en 2015. La faiblesse des transactions locatives, renforcée par le non-renouvellement du stock immobilier de certaines agences, malgré le déficit important de l'offre en logements, explique cette situation.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5,6	4,4	-21,3%

Sources : AICI, Agences n°1, Alliance, SNI, SCI Equateur IV, BICP, Imp Conseil

II.15.4. Les services de réparation mécanique

L'activité des services de mécanique générale s'est dégradée en 2015 en raison du resserrement des commandes en pièces détachées d'origine et de la concurrence exercée par le secteur informel. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est établi à 24 milliards de FCFA, soit une chute de 16,1% par rapport à 2014.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	28,6	24,0	-16,1%

Source: BIG, ECIG, Pièces Equip 'auto, SEIB, Gabon Sprint Auto, CTPM, Mega Services

II.15.5. Les services parapétroliers

Les services parapétroliers ont enregistré globalement une baisse de l'activité en 2015. En effet, l'absence de nouveaux contrats du fait de l'annulation ou du report de projet pétroliers et la révision à la baisse des tarifs des prestations à la demande des sociétés pétrolières ont entraîné la baisse du chiffre d'affaires des services pétroliers de 24,1% en 2015, à 298,7 milliards de FCFA.

Dans ce contexte, les effectifs ont régressé de 18,6% pour s'établir à 2 692 agents, en raison des licenciements économiques et de la fermeture de certaines sociétés. De même, la masse salariale consolidée a reculé de 5,9% à 33,6 milliards de FCFA en 2015.

Evolution de l'activité des services pétroliers

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	393 397	298 710	-24,1%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	3 309	2 692	-18,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	35 761	33 641	-5,9%

Sources : Pig Gabon, Spie Oil, Schlumberger, Ortec, Geolog, SESI, SEMTS, TESIGA, Baker, Subsea 7, LEM, SPIMO, Halliburton, Hydrokarst, Cameron Gabon, Nov, Friedlander, Furgo

II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

A fin décembre 2015, la branche de l'hôtellerie et restauration s'est caractérisée par un repli de l'activité, du fait principalement de la crise du secteur pétrolier et activités connexes, de la fermeture de certaines structures hôtelières pour travaux de rénovation, de la faiblesse des prestations de la restauration collective. Dans ce contexte, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale a régressé de 22,3%, entraînant une perte de 8,67 points du taux d'occupation des chambres qui s'est situé à 47,16 % en moyen en 2015.

En conséquence, le chiffre d'affaires global a reculé de 22,5% pour s'établir à 65,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière

	Fin décembre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	84 628	65 613	-22,5%
Chambres occupées (en nombre)	160 570	124 820	-22,3%
Taux d'occupation (en %)	55,83	47,16	-8,67 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	92 295	96 803	4,9%

Sources : Ononmo, Nomad, Radisson blu & Park inn, Rê-ndama, Mandji, Résidence hôtelière du phare, Etoile d'or, Boulevard, Léconi Palace, Heliconia Garden & Suites, Sodexo, Newrest Gabon, Ayoba Gabon, GSS Gabon, Servair Gabon

II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

L'activité du secteur bancaire gabonais en 2015 a pâtit de la situation macroéconomique difficile, marquée par la chute des cours du baril de pétrole. Ce qui a eu pour effet, une baisse de la distribution de crédit et une quasi stagnation du volume des dépôts collectés.

En cohérence avec la stratégie réseau initiée depuis 2013, les banques ont continué d'investir dans la construction de nouvelles agences couvrant ainsi toutes les neufs (9) provinces du pays.

Structure du secteur bancaire

Indicateurs	2013	2014	2015	Variation 2014/2015 %
Nombre de banques	10	10	10	0%
Nombre d'Agences	92	107	132	23,4%
Nombre de GAB	82	284	301	6,0%
Nombre de clients des banques	482 686	598 927	680748	13,7%
Effectifs du secteur bancaire	1965	2326	2341	0,6%
Masse salariale (milliards)	20,4	45,7	54,1	18,4%

Sources : banques, DGEPPF

II.17.1 Les opérations bancaires

Les dix (10) banques en activité au Gabon sont toutes les banques commerciales. Elles tirent leur activité de l'intermédiation, c'est-à-dire qu'elles collectent de l'argent auprès des agents économiques et le redistribuent sous forme de crédits.

II.17.1.1 Les ressources collectées

Les ressources bancaires sont composées des dépôts de la clientèle, provenant essentiellement de l'Etat, des entreprises et des ménages. L'ensemble des dépôts est en recul par rapport à 2014, en raison de la situation macroéconomique difficile évoquée plus haut.

Evolution des dépôts des clients(en milliards)

Clients	2013	2014	2015	Variation %
Etat	177,7	253,8	264,4	4,2%
Ménages	625,2	670,7	617,0	-8,0%
Entreprises	1232,1	1109,2	1187,0	7,0%
Autres	20,2	74,6	35,2	-52,8%
Total	2055,2	2107,7	2103,6	-0,2%

Sources : banques, DGEPPF

Les dépôts de l'Etat ont légèrement progressé de 4,2% en comparaison avec leur niveau de décembre 2014. Ils se sont élevés à 264,4 milliards de FCFA contre 253,8 milliards de FCFA en 2014. Cette faible progression s'explique par la forte baisse des recettes budgétaires enregistrées par l'Etat en 2015 en liaison avec la mauvaise conjoncture de ses principaux produits d'exportation.

De leur côté, les dépôts de ménages ont régressé et se sont fixés à 617 milliards en 2015, contre 670,7 milliards douze mois plus tôt. Les difficultés du marché de l'emploi marquée par les licenciements et les chômeurs technique du à la baisse générale de l'activité en sont les principales causes.

Enfin, les dépôts des entreprises qui ont représenté 56,4% du total des dépôts contre 60,0% un an plus tôt baissent de 7,0% et se sont établis à 1187,0 milliards de FCFA. Ils pâtissent du rapatriement des dépôts par les entreprises soucieuses de maintenir leurs niveaux d'activité.

II.17.1.2 Les crédits distribués

Le crédit est le principal instrument par lequel les banques financent l'économie. Il sert d'indicateur pour mesurer la vigueur de l'activité au niveau global.

Evolution des crédits distribués par clients (en milliards)

Clients	2013	2014	2015	Variation %
Etat	278,5	400,0	367,8	-8,0%
Ménages	159,5	218,4	223,9	2,5%
Entreprises	1242,6	1040,9	1071,9	3,0%
Autres	62,1	100,8	17,8	-82,3%
Total	1742,7	1760,2	1681,4	-4,5%

Sources : banques, DGEPP

Les crédits alloués à l'Etat s'élèvent à 367,8 milliards de FCFA de crédits en 2015, soit une régression de 8,0% par rapport à 2014. Le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire amorcé depuis trois (3) ans explique cette baisse.

Par contre les crédits octroyés aux entreprises en 2013 ont augmenté légèrement de 3,0% par rapport à décembre 2014 et se situent à 1071,9 milliards de FCFA. Cette petite hausse des crédits octroyés ne provient pas des crédits d'investissement, mais de l'ouverture par les banques des lignes de découvert destinées à faire face aux engagements des entreprises auprès de leurs fournisseurs(renforcement de la trésorerie des entreprises).

Enfin, les crédits accordés aux ménages ont progressé de 2,5% en 2015 par rapport à 2014, en phase avec l'augmentation constante de la clientèle ménage des banques.

II.17.1.3 L'évolution des opérations de gestion

Les opérations de gestion concernent les principaux indicateurs financiers servant de référence à l'administration des banques.

II.17.14 Les indicateurs de solidité bancaire

Evolution des indicateurs (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2013	2014	2015	Variation %
Total Actifs	2 375, 9	2407,1	2 429	0,9%
Fonds propres	226,9	236,5	377,4	59,6%
Fonds propres/total actifs	9,6%	9,8%	15,5%	-
Prêts bancaires improductifs	83, 453	141,9	161,2	13,6%
Total prêts	1740,1	1760,2	1681,4	-4,5%
Prêts bancaires improductifs/ total des prêts	4,8%	8,1%	9,6%	-
Provisions pour prêts improductifs	52, 5	76,6	76,3	-0,4%
Résultats nets	45,1	41,7	44,2	6,0%
Produit Net Bancaire	194,4	174,4	187,6	7,8%

Sources : DGEPPF, banques

Le secteur bancaire Gabonais a connu une dégradation de la qualité apparente de son portefeuille résultant de l'augmentation des créances en souffrance par rapport au total des prêts qui sont passées ainsi de 8,1% en 2014 à 9,6% en 2015. Par conséquent, les provisions pour prêts improductifs sont passées de 54,0% en 2014 à 47,3% en 2015. Enfin, on note une croissance continue du produit net bancaire de 7,8% en 2015, signe d'un fort potentiel du marché bancaire gabonais.

II.17.1.4 Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se fixent à 255 Mds FCFA contre 136 Mds FCFA douze mois auparavant. Elles sont constituées de ressources à terme à concurrence de 61,2 % et de ressources à vue à hauteur de 38,6 %. Les contributions respectives étaient de 39,0 % et 50,7 %, en décembre 2014. Ajoutées à l'excédent des ressources clientèle, elles alimentent les emplois de trésorerie qui s'élèvent à 928,0 Mds FCFA, dont 31,7 % d'emplois à terme et 59,3 % d'emplois à vue (y compris l'encaisse). En décembre 2014, les emplois de trésorerie se fixaient à 949,0 Mds FCFA, répartis entre 45,2 % d'opérations à terme et 43,8 % d'opérations à vue.

II.18. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

L'activité des établissements de micro finance a enregistré des performances encourageantes à fin décembre 2015.

II.18.1. La configuration du secteur

Au 31 décembre 2015, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 12 EMF (contre 9 en décembre 2014) dont quatre (4) de première catégorie et huit (8) de deuxième catégorie.

Structure du secteur

Indicateurs	Décembre 2014	Décembre 2015
Nombre d'EMF	9	12
Nombre d'agences	54	58

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Cette répartition consacre le contrôle du secteur par les sociétés anonymes (structures de la deuxième catégorie).

II.18.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF

Le nombre d'agences et points de vente a suivi la même tendance haussière (+7%). Cela traduit la volonté des EMF d'être de plus en plus proche de la clientèle et l'adhésion de celle-ci aux produits et services offerts. Les activités sont majoritairement concentrées à Libreville (47 agences sur 58 au niveau national).

Evolution des usagers et des effectifs

	Décembre 2014	Décembre 2015	Variation
Usagers	106 736	133 201	24,8%
Effectifs	447	524	17,2%

Source : EMF/Cellule Microfinance

Grâce aux efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a enregistré une hausse de 24,79%, passant de 106 736 clients à 133 201 à fin décembre 2015.

Les effectifs employés par le secteur ont évolué considérablement. Ainsi, de 447 agents en 2014, le nombre a augmenté de 27,8% pour atteindre 524 salariés en septembre 2015.

II.18.3. Les Capitaux propres et intermédiation financière

Evolution des ressources et des emplois en milliards de fcfa

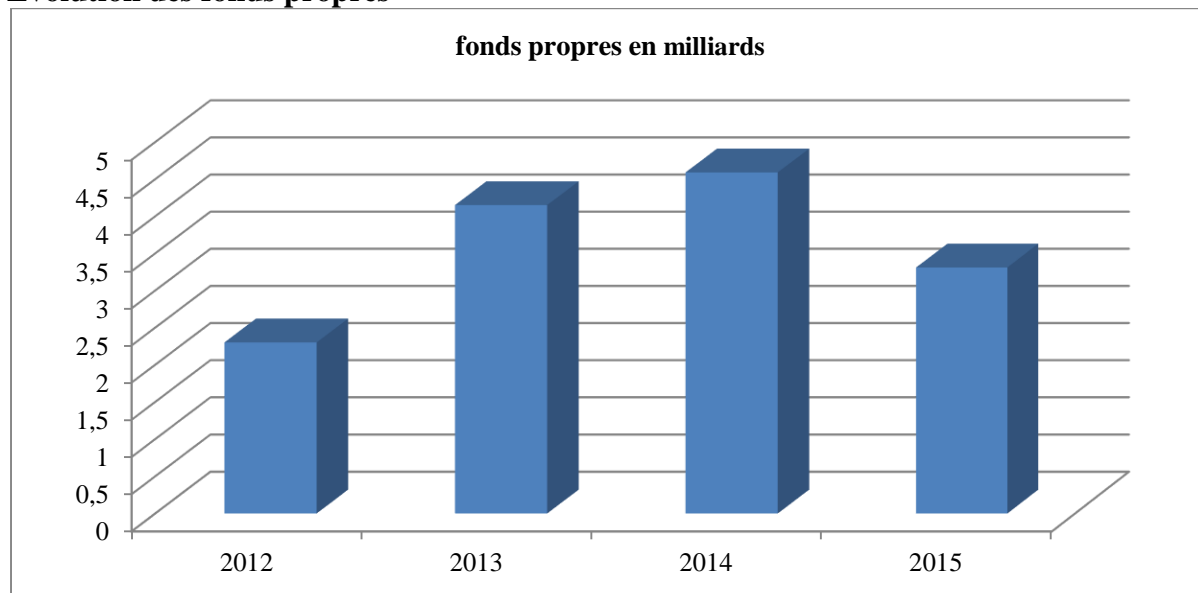
	Décembre 2014	Décembre 2015	Variation en %
Fonds propres	4,59	3,31	-27,89
Encours de dépôts	34,50	34,67	0,49
Encours de crédits	22,85	29,69	29,93

Source : EMF/Cellule Microfinance

- **Les fonds propres**

Les **fonds propres** du secteur se sont établis à 3,31 milliards de FCFA contre 4,59 milliards de FCFA l'année précédente, soit une baisse de 27,89%, traduisant la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie.

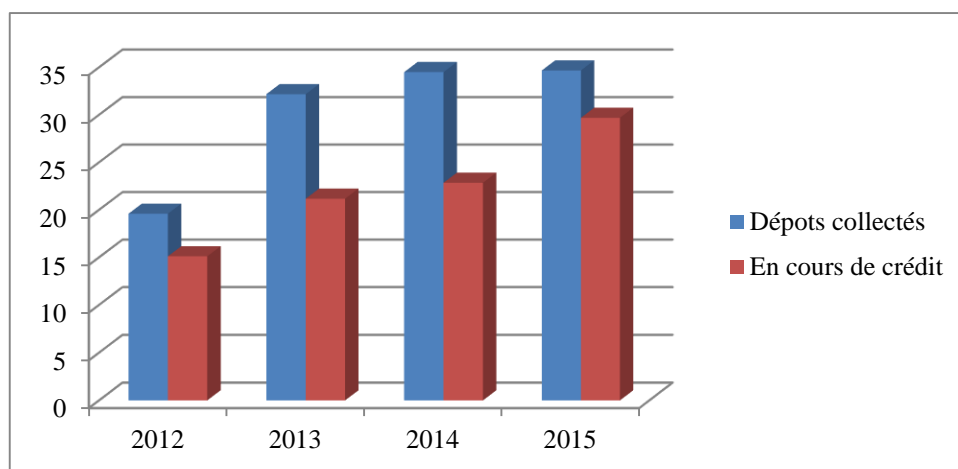
Evolution des fonds propres



- *Les activités d'intermédiation financière*

Les activités d'intermédiation financière enregistrent une évolution contrastée.

Evolution de l'épargne brute et de l'encours de crédit



Le volume d'épargne collectée du secteur a subi une légère variation de +0,49% en 2015 pour s'établir à 34,6 milliards de FCFA. Seuls quatre EMF (de deuxième catégorie) disposent d'un montant de dépôts supérieur à un (1) milliard.

L'épargne récoltée par le secteur durant la période sous revue est constituée à 75% par les dépôts à vue et 25% par les dépôts à terme (contre 80% et 20% en décembre 2014).

L'encours des crédits bruts s'est situé à 29,69 milliards de Francs cfa contre 22,85 milliards en décembre 2014, soit une hausse de 29,9%, suite au relèvement du taux de bancarisation et du financement des besoins d'exploitation des PME/PMI sous traitantes de la SEEG, SETRAG et SOTRADER (projet graine).

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

Au 31 décembre 2015, le secteur assurance a été marqué par une baisse de l'activité. Le chiffre d'affaires global s'est dégradé de 11,2% à 28,24 milliards de francs CFA. Cette baisse est tributaire des mauvaises performances enregistrées conjointement dans la branche Non Vie et Vie.

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance

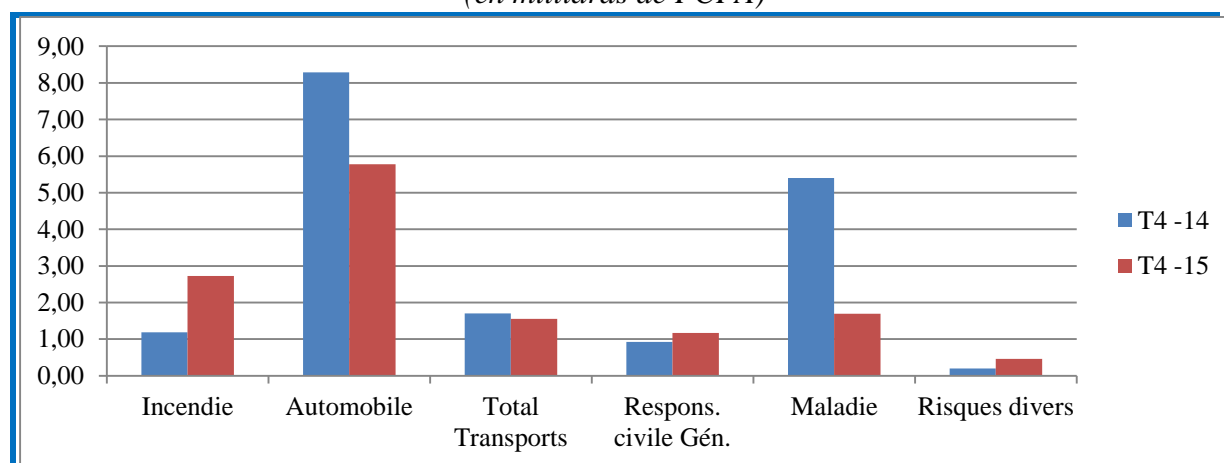
en milliards de Fcfa	Chiffre d'affaires		Var %	Parts
	T4-14	T4-15	T4-15/T4-14	T4-15
Branches				
Non Vie	19,76	16,98	-14,2%	60%
Vie	12,04	11,28	-6,3%	40%
Total	31,80	28,24	-11,2%	100%

Source : Compagnies d'assurances

II.19.1 La Branche Non Vie

La branche Non Vie représente 60% du chiffre d'affaires du secteur avec une réalisation de 16,98 milliards de francs CFA en fin décembre 2015. Cette évolution est due pour l'essentiel à la faiblesse des produits Automobile et assurance maladie.

Evolution des cotisations par segment au 4^{ème} trimestre 2014 et 2015 (en milliards de FCFA)

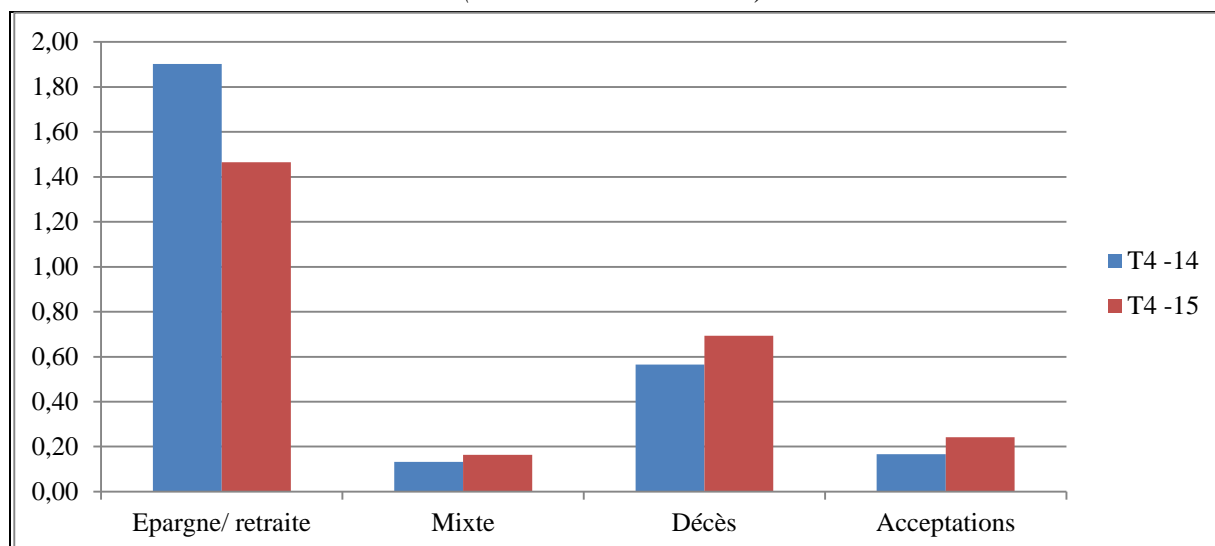


Source : Compagnies d'assurances

II.19.2 La Branche Vie

La branche Vie est constituée des produits d'assurance Epargne/retraite, Mixte et Décès. Cette branche représente 40% du total des émissions du secteur. Son chiffre d'affaires s'est situé à 11,28 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2015 après 12,04 milliards à la même période en 2014, soit un repli de 6,3%. Cette diminution provient de la faible activité observée des produits d'Epargne/retraite.

Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 4^{ème} Trimestres 2014 et 2015
(en milliards de FCFA)



Source : Compagnies d'assurances

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

En 2015, les prix à la consommation des ménages de Libreville, calculé sur la base de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) ont baissé de 0,3% en moyenne annuelle contre une hausse de 4,7% en 2014.

Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix du poste des communications (-23,9%), de la Santé (-11,5%), ainsi que ceux du « Logement, eau, gaz, électricité... » (-10,1%), malgré la hausse de prix des « articles d'habillement et chaussures... » (+16,3%), de « Loisirs et cultures » (+9,4%) et des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,9%). Plusieurs facteurs expliquent cette évolution:

- (i) la baisse des coûts des communications en liaison avec les offres promotionnelles dans les frais de communication téléphoniques et internet suite à la concurrence des opérateurs dans ce secteur et d'un meilleur déploiement de la fibre optique (aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays) ;
- (ii) le repli des prix de l'énergie (électricité et eau) depuis juin 2015 en relation avec la baisse des cours du pétrole pour le poste « logement, eau, gaz, électricité... » ;
- (iii) la forte baisse des prix de la santé due à l'utilisation plus accrue de l'assurance-maladie et à la prescription des génériques par les médecins ;
- (iv) la hausse des prix des produits alimentaires provient du relèvement des prix des huiles et graisses et légumes et tubercules liée à la faible pluviométrie.

Par conséquent, les prix à la consommation au Gabon ont été contenus dans la norme communautaire de la CEMAC (<3%), comme l'indique le tableau ci-dessous.

Regroupements	Pond	Janvier-Décembre						Glissement (%)
		2013	2014	2015	Moyenne (%)			
					2013	2014	2015	
INDICE GLOBAL	10000	122.1	127.8	127.4	0.5	4.7	-0.3	-1.2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	132.1	135.5	139.9	0.0	2.6	3.2	4.0
<i>Pains et céréales</i>	673	123.5	124.8	127.0	0.6	1.0	1.8	4.4
<i>Viandes</i>	720	123.0	129.4	136.1	-5.1	5.2	5.2	3.1
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	158.9	179.0	184.6	-4.4	12.7	3.1	5.8
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	119.1	122.0	125.5	1.1	2.4	2.9	-0.6
<i>Huiles et graisses</i>	183	133.5	129.5	138.7	-1.1	-3.0	7.1	14.3
<i>Légumes et tubercules</i>	534	148.6	147.3	152.2	5.9	-0.8	3.3	5.0
Boissons alcoolisées et tabac	185	119.7	117.7	119.6	15.4	-1.7	1.6	5.5
Articles d'habillement et chaussures	794	105.4	115.7	135.8	-17.8	9.8	17.4	4.0
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	131.0	140.2	125.7	29.0	7.0	-10.3	-11.0
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	106.2	118.4	117.7	-12.2	11.5	-0.6	1.9
Santé	357	122.4	118.9	105.1	-0.1	-2.9	-11.6	4.4
Transports	990	121.2	127.0	129.3	7.8	4.8	1.8	2.4
Communications	355	101.1	102.9	80.5	-0.4	1.8	-21.7	-42.9
Loisirs et cultures	503	102.4	107.1	118.4	0.9	4.6	10.6	3.1
Enseignement	170	105.9	106.1	107.9	9.8	0.2	1.7	4.5
Restaurants et hôtels	466	120.3	124.6	125.4	0.8	3.6	0.6	-0.2
Biens et services divers	275	97.7	99.4	106.5	0.2	1.7	7.1	5.2

Source : DGS

III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES

III.2.1. L'emploi dans le secteur public

A fin décembre 2015, l'administration publique a enregistré une légère hausse de ses effectifs de 0,2% à 109 283 agents. Cette variation est liée à l'augmentation des effectifs de la fonction publique (+0,6%), nonobstant la baisse de 1,8% des agents de la main d'œuvre non permanente comparativement à 2014. L'objectif visé par les pouvoirs publics étant la maîtrise des effectifs globaux et de la masse salariale.

Toutefois, la mesure de bancarisation obligatoire des agents de la **MONP** a permis de mieux comptabiliser cette catégorie d'agents.

La stabilité des effectifs des collectivités locales s'explique par la suspension des recrutements de cette catégorie d'agents depuis 2015.

De même, à fin 2015, la structure des effectifs de la fonction publique est restée quasi-inchangée par rapport à 2014.

Evolution de l'emploi public à fin décembre 2015

Effectifs du public	Déc-14	Déc-15	Var 2015/2014
Fonction Publique	86 555	87 075	0,6%
MONP	16 276	15 989	-1,8%
Libreville	6 222	7 005	12,6%
Intérieur	10 054	8 984	-10,6%
Collectivités Locales *	6 219	6 219	0,0%
Total	109 050	109 283	0,2%

Source: DGBFIP, * données estimées

III.2.2 Les salaires

La masse salariale du secteur public exécutée en 2015 a enregistré une hausse de 4,4%, pour se situer à 744,6 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par l'accroissement de presque tous les postes qui la composent. Elle a été soutenue par la mise en place du nouveau système de rémunération issue de la suppression de la PIP depuis le second semestre 2015.

En effet, en 2015, la solde permanente a progressé de 8,5% (soit +44 milliards de FCFA) pour se situer à 562,9 milliards de FCFA à fin 2015.

La masse salariale de la main d'œuvre non permanente a cru de 5% (soit + 3,3 milliards de FCFA) en 2015, pour s'établir à 69,6 milliards de FCFA.

Evolution de la masse salariale du secteur public

(En milliards de CFA)	Décembre		
	2014	2015	Var.
			2015/2014
Traitements et salaires	691,3	714,8	3,4%
Solde permanente	518,9	562,9	8,5%
MONP	66,3	69,6	5,0%
Autres (PIP)	106,1	82,3	-22,4%
Collectivité locale	22,1	29,8	34,8%
Total	713,4	744,6	4,4%

Source : Budget

La répartition des salaires par département ministériel montre qu'au terme de l'année 2015, l'ensemble des administrations de la fonction publique a observé un accroissement de la rémunération des agents. L'administration économique a vu sa masse salariale progresser de 9,9%, celle des administrations de développement de 9,3%, alors que l'éducation et la santé connaissent des hausses respectives de 8,0% et de 8,5% en 2015.

En termes de poids, la masse salariale des pouvoirs publics (168 milliards de Fcfa) est la plus importante suivie de celle de l'administration de l'éducation (160 milliards de Fcfa).

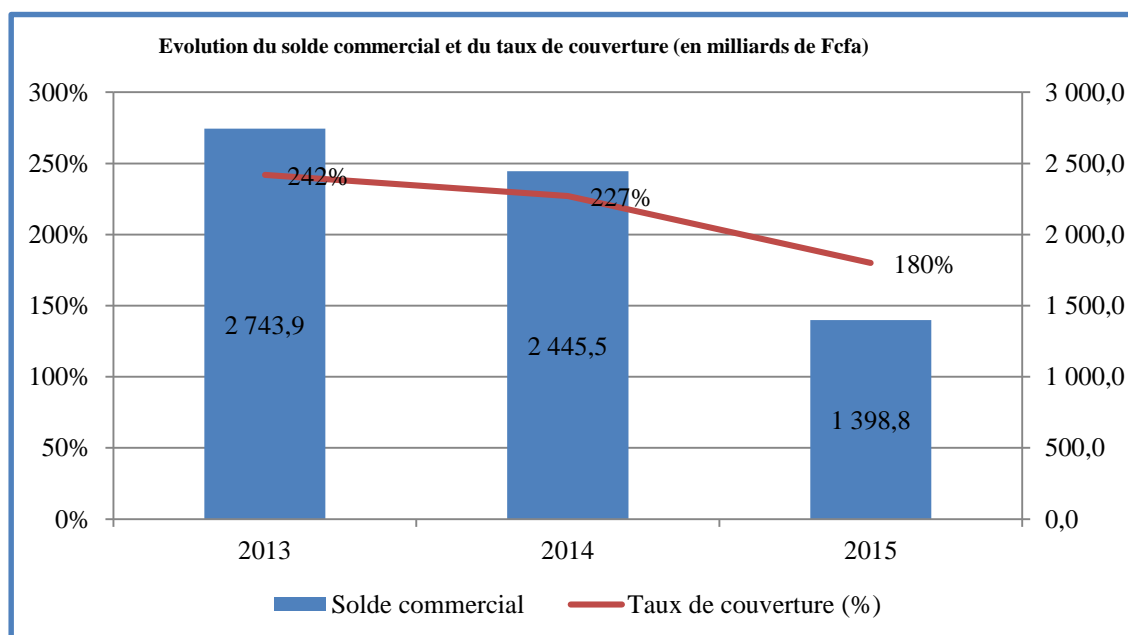
Evolution de la solde permanente par département

Département ministériel	2014	2015	Var 15/14
Pouvoirs Publics	155,4	168,0	8,1%
Administration Générale	66,8	73,0	9,3%
Administration Economique	42,6	46,8	9,9%
Administration du Développement	24,7	27,0	9,3%
Administration des Transports	7,5	8,0	6,7%
Administration de l'Education	148,1	160,0	8,0%
Administration Sociale	72,8	79,0	8,5%
Autres	1,0	1,1	10,0%
Total	518,9	562,9	8,5%

Source : ANINF

III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR

En 2015, le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par un solde commercial excédentaire de 1 398,8 milliards de FCFA. Il s'est toutefois dégradé de 42,8% au cours de l'année sous revue, où il a représenté 16,1% du PIB contre 27,2% en 2014. Cette variation est liée à la baisse des exportations en valeurs (-27,9%) et à l'allègement de la facture des commandes de biens importés (-9%). De ce fait, le taux de couverture qui, en 2014 était de 227%, s'est finalement établi à 180% en 2015.



Source : DGDDI

III 3.1. L'évolution des exportations en valeur

Les ventes des produits gabonais ont enregistré une baisse de 27,9% en 2015, passant de 4 364,5 milliards de FCFA en 2014 à 3 144,9 milliards de FCFA. Cette évolution est liée essentiellement à la forte contraction de la valeur des exportations pétrolières (-32,7%) à 2 512,4 milliards de FCFA, suite à la chute du prix du baril du pétrole sur le marché international, malgré une hausse de la production, consécutive à la mise en exploitation de certains champs marginaux et de certains travaux d'optimisation des puits.

Les exportations en valeur

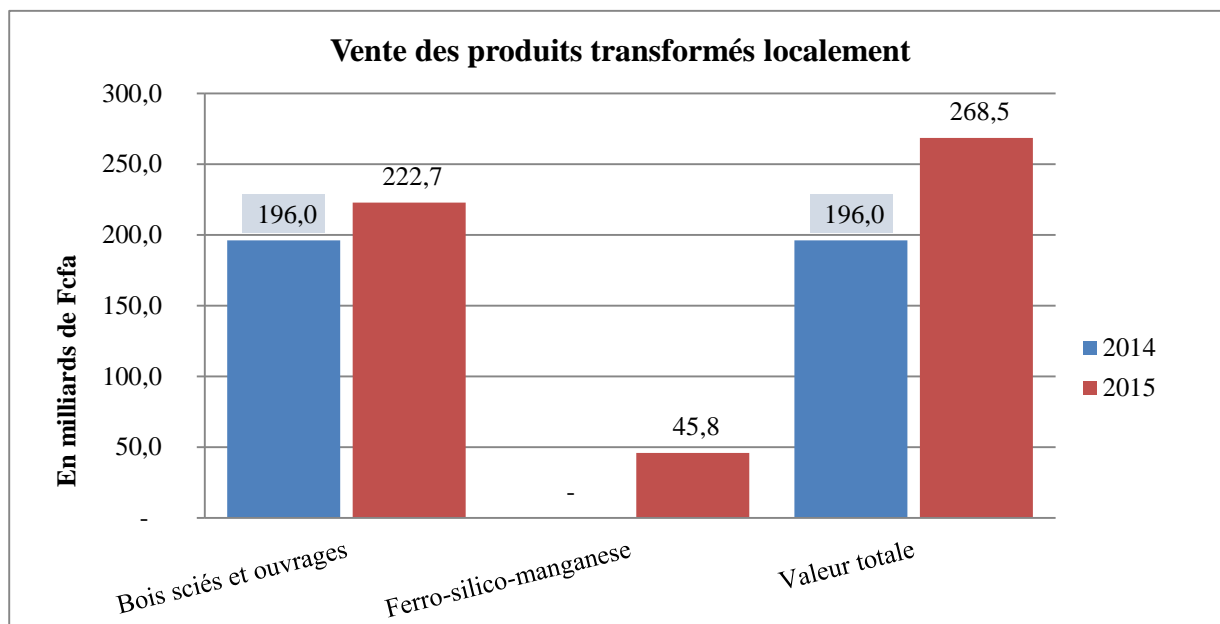
En milliards de francs CFA	2013	2014	2015	Poids en 2014	Poids en 2015	Var 15/14
Pétrole brut	4 055,3	3 733,4	2 512,4	85,5%	79,9%	-32,7%
Bois sciés et ouvrages	159,6	196,0	222,7	4,5%	7,1%	13,6%
Produits dérivés du pétrole	151,8	212,7	104,0	4,9%	3,3%	-51,1%
Manganèse (minerais)	89,2	73,2	97,4	1,7%	3,1%	33,0%
Silico-manganèse	-	-	45,8	0,0%	1,5%	-
Or sous forme brute	22,5	21,4	24,2	0,5%	0,8%	13,2%
Caoutchoucs naturels	31,5	17,4	15,1	0,4%	0,5%	-13,1%
Poissons et produits de la pêche	1,7	1,8	2,0	0,0%	0,1%	9,2%
Ciments	2,6	2,1	1,5	0,0%	0,0%	-30,5%
Tabacs	3,6	0,6	0,2	0,0%	0,0%	-59,2%
Huile de palme	-	0,1	0,2	0,0%	0,0%	141,9%
Bières	0,3	0,3	0,1	0,0%	0,0%	-78,5%
Cacao en fèves et brisures, bruts	0,1	0,1	-	0,0%	0,0%	-
Autres	154,6	105,5	119,4	2,4%	3,8%	13,2%
Exportations totales	4 672,7	4 364,5	3 144,9	100%	100%	-27,9%
PIB nominal	8 690,5	8 988,3	8 677,1			
Poids des exportations dans le PIB	54%	49%	36%			

Source : DGDDI

Bien que les principaux produits vendus par le Gabon demeurent ses ressources extractives (pétrole et manganèse), qui représentent 30% du PIB, la politique publique de transformation locale des matières premières a induit une progression significative des exportations de certains produits transformés en 2015. Il s'agit notamment:

- des bois sciés et ouvrages, qui représentent 7,1% des exportations (deuxième produit le plus exporté du pays) en 2015 et 13,6% d'augmentation des ventes par rapport à 2014.
- du silico-manganèse et le manganèse métal dont les ventes ont été évalués à 45,8 milliards de FCFA en 2015. En effet, la transformation locale du manganèse a débuté en juin 2015 au complexe métallurgique de Moanda, et, sur la période, ce produit à exclusivement été vendu au Pays Bas.

Les exportations des bois sciés et du silico-manganèse ont contribué de 2,2% à la formation du PIB en 2014 et 3,1% en 2015.



III.3.2 L'évolution des importations en valeur

A fin 2015, les importations en valeur ont diminué de 9%, passant de 1 919,1 milliards de FCFA à 1 746,1 milliards de FCFA en 2014 (soit 21,4% du PIB en 2014 contre 20,1% en 2015). Cette évolution résulte, en grande partie, du fléchissement de la quasi totalité des biens importés, exceptés les produits de consommation finale (alimentaires et boissons), dont la facture s'est alourdie de 13,3 milliards de Fcfa entre 2014 et 2015.

Sur la période indiquée, les achats des biens intermédiaires et d'équipement ont été orientés à la baisse avec notamment:

- une diminution de la demande des produits intermédiaires (-19,1%) notamment les hydrocarbures gazeux et les huiles de pétrole ;
- une réduction des achats des biens d'équipement de 7,6% liée à l'allègement des commandes des biens des entreprises industrielles (machines, appareils électriques et mécaniques, etc.).

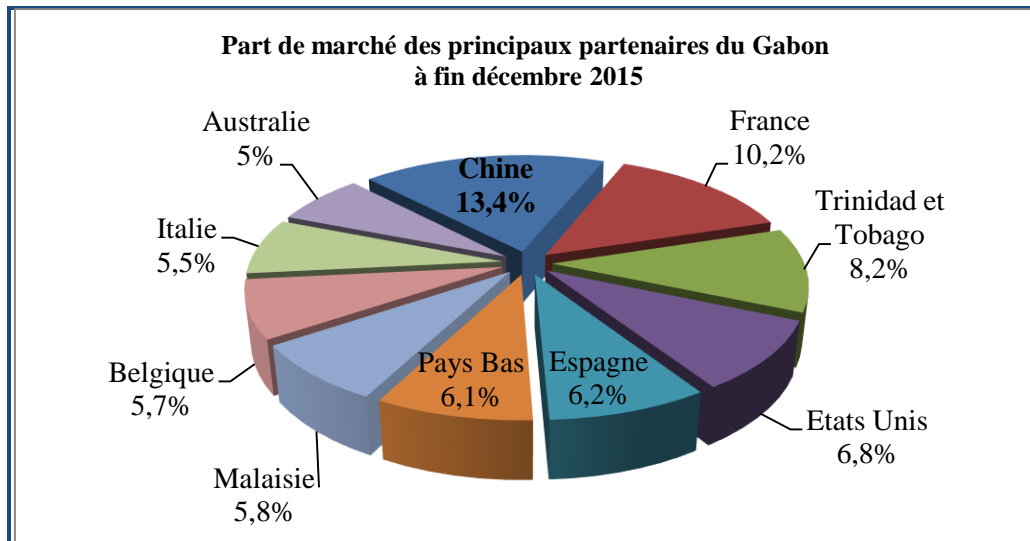
Evolution des importations de 2013 à 2015

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	Var 14/13	Var 15/14
BIENS DE CONSOMMATION	509,3	493,9	507,2	-3,0%	2,7%
dont produits alimentaires et boissons	331,6	318,5	347,7	-4,0%	9,2%
	25,6	25,1	22,3	-1,8%	-11,1%
BIENS D'ÉQUIPEMENT	811,2	746,1	689,5	-8,0%	-7,6%
BIENS INTERMÉDIAIRES	608,3	679,1	549,4	11,6%	-19,1%
dont énergie	174,6	235,1	143,1	34,7%	-39,1%
Importations totales	1 928,8	1 919,1	1 746,1	-0,5%	-9,0%

Source : DGDDI

III.3.3. Le partenariat économique à décembre 2015

Depuis deux années consécutives, la Chine demeure le premier partenaire du Gabon, avec un volume d'échanges évalué à 655,1 milliards de FCFA en 2015 contre 784,5 milliards de FCFA en 2014, soit une baisse de 16,5%. Elle est suivie par la France (499 milliards de FCFA contre 600,5 milliards de FCFA en 2014) et Trinidad et Tobago (402,9 milliards de FCFA contre 466,3 milliards de FCFA en 2014) qui détiennent respectivement 10,2% et 8,2% des parts de marché.



Source : DGDDI

III.3.3.1. Les principaux fournisseurs

Au terme de l'année 2015, les importations gabonaises en provenance des dix premiers pays ont régressé de 5,5%, passant de 1 346,8 milliards de FCFA en 2014 à 1272,1 milliards de FCFA. Cette situation est attribuable principalement à la baisse des ventes des pays tels que la France (-10,1%), la Belgique (-26,6%) et la Chine (-9,7%), en dépit de l'augmentation des exportations américaines (76,9%).

Ainsi, avec 24,6% des parts des importations gabonaises, la France, partenaire traditionnel du Gabon, reste premier fournisseur du pays depuis trois ans. Elle est suivie de la Belgique (12,3%), des États-Unis (12,1%) et la Chine (8,6%). Parmi ces importations, l'outillage, les machines et les appareils mécaniques représentent 12,8%, les produits alimentaires 12,2% des importations et les produits de consommation non alimentaire 11,8%.

Evolution des achats gabonais par pays à fin décembre

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 14/13
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	
France	531,2	478,1	429,6	27,5%	24,9%	24,6%	-10,1%
Belgique	314,6	292,4	214,6	16,3%	15,2%	12,3%	-26,6%
Etats Unis	145,6	119,4	211,2	7,6%	6,2%	12,1%	76,9%
Chine	165,5	165,4	149,4	8,6%	8,6%	8,6%	-9,7%
Togo	38,3	95,2	57,5	2,0%	5,0%	3,3%	-39,6%
Pays Bas	55,1	55,5	50,9	2,9%	2,9%	2,9%	-8,3%
Cameroun	21,2	21,5	43,1	1,1%	1,1%	2,5%	100,2%
Allemagne	30,8	35,7	41,5	1,6%	1,9%	2,4%	16,5%
Italie	52,1	56,6	37,6	2,7%	2,9%	2,2%	-33,5%
Thaïlande	28,4	27	36,7	1,5%	1,4%	2,1%	35,9%
Importations des 10 premiers fournisseurs	1 383,0	1 346,8	1 272,1	71,7%	70,2%	72,9%	-5,5%
Autres	545,8	572,3	474	28,3%	29,8%	27,1%	-17,2%
Importations globales	1 928,8	1 919,1	1 746,1	100,0%	100,0%	100,0%	-9,0%
Poids des 10 premiers fournisseurs	71,7%	70,2%	72,9%				

Source : DGDDI

III.3.3.2. Les principaux clients

En 2015, les exportations gabonaises à destination de ses dix premiers clients, représentent 84,3% de la valeur totale et ont été en baisse de 8,4%.

En possédant 16,1% des commandes des produits gabonais, la Chine a occupé la première place des exportations gabonaises. Le Trinidad et Tobago occupent respectivement la deuxième et la troisième place (12,6% commandes), suivi des Pays Bas (9,5% des commandes), de l'Espagne (8,7% des commandes), de l'Italie (8,6% des commandes) et de la Malaisie (8,0% des commandes). Quatre produits ont des parts importantes dans les exportations gabonaises. Il s'agit du pétrole représentant (75,0% des exportations totales en 2015), suivi du bois sciés (3,6%), du manganèse (3,4%) et du caoutchouc naturel (0,2%).

Evolution des ventes gabonaises par pays à fin décembre

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 15/14
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	
Chine	382,8	619	505,7	8,20%	14,20%	16,10%	-18,3%
Trinidad et Tobago	468,8	460,8	396,1	10,00%	10,60%	12,60%	-14,0%
Pays Bas	87,2	103,8	298,2	1,90%	2,40%	9,50%	187,3%
Espagne	305,5	248,9	275	6,50%	5,70%	8,70%	10,5%
Italie	147,4	211,2	269,9	3,20%	4,80%	8,60%	27,8%
Malaisie	598,1	202,6	252,7	12,80%	4,60%	8,00%	24,8%
Australie	512,9	506,5	240,5	11,00%	11,60%	7,60%	-52,5%
Corée du Nord (démocratique)	39,7	36,5	175,1	0,90%	0,80%	5,60%	380,1%
Etats Unis	488,8	310,2	123	10,50%	7,10%	3,90%	-60,4%
Grande Bretagne	54,4	197,1	115,8	1,20%	4,50%	3,70%	-41,2%
Exportations des 10 premiers clients	3 085,50	2 896,60	2 652,10	66,00%	66,40%	84,30%	-8,4%
Autres	1 587,10	1 467,90	492,9	34,00%	33,60%	15,70%	-66,4%
Exportations globales	4 672,70	4 364,50	3 144,90	100,00%	100,00%	100,00%	-27,9%
Poids des 10 premiers clients	66,00%	66,40%	84,30%				

Source : DGDDI

III.4 LA DETTE PUBLIQUE

III.4.1. L'évolution du règlement

A fin décembre 2015, le règlement cumulé de la dette publique a porté sur un montant de 491,8 milliards de FCFA, soit une hausse de 81,5% par rapport à la même période en 2014. Cette progression est imputable à l'augmentation conjointe de la dette extérieure et intérieure.

Concernant le règlement de la dette extérieure, celui-ci a été consacré principalement au paiement de la dette commerciale (32,0% des règlements) et du marché financier international (20,5%). Les règlements de la dette extérieure ont progressé de 64,9% en 2015 par rapport à la même période en 2014.

Quant à la dette intérieure (30,1% des règlements en 2015), son service a porté beaucoup plus dans le secteur bancaire (16,5%) et moratoire (8,5%). L'accroissement substantiel (+136,9%) en 2015 de la dette intérieure résulte essentiellement de la mobilisation de 81 milliards de F.CFA en 2015 pour honorer non seulement les engagements envers les banques mais également pour le paiement de toutes les composantes de la dette moratoire.

Evolution du règlement de la dette

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations (%)	Poids en 2015
	2014	2015		
Dette extérieure	208,6	344,0	64,9%	69,9%
Multilatérale	29,6	35,6	20,3%	7,2%
Bilatérale	31,7	50,1	58,0%	10,2%
Commerciale	120,1	157,4	31,1%	32,0%
Marché financier International	27,2	100,9	271,0%	20,5%
Dette intérieure	62,4	147,8	136,9%	30,1%
Bancaire	11,7	81,0	592,3%	16,5%
Moratoires	4,2	41,1	877,9%	8,4%
Divers	1,4	22,7	1521,4%	4,6%
Marché financier Régional	45,1	3,1	-93,1%	0,6%
Total	271,0	491,8	81,5%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.4.2 L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin décembre 2015 se sont élevés à 580,9 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une hausse de 201% par rapport à 2014. De même, les financements intérieurs ont cru de 291,2% à 102,1 milliards de F.CFA.

L'accroissement des financements extérieurs provient de la levée de fonds de 296,3 milliards de F.CFA sur le marché financier international et des financements bilatéraux (+51,8%), en dépit de la baisse des financements commerciaux (-34,5%).

Evolution des financements à fin décembre 2015

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations (%)
	2014	2015	
Extérieure	166,6	478,8	187,4%
Multilatéraux	37,5	40,0	6,6%
BDEAC	7,9	10,6	34,4%
BAD	29,4		-100,0%
BIRD	0,2	12,1	5948,0%
BID		16,4	-
FIDA		0,9	-
Bilatéraux	67,2	102,0	51,8%
<i>Club de Paris</i>	29,6	37,2	25,7%
France	29,6	37,2	25,7%
<i>Non Club de Paris</i>	37,6	64,8	72,4%
Koweït	0,4	0,2	-58,3%
Chine	37,2	64,7	73,8%
Commerciaux	61,9	40,5	-34,5%
Autriche	49,5	23,5	-52,5%
Espagne	5,7	6,2	9,5%
France	6,7	10,8	60,7%
Marché financier international		296,3	-
Intérieure	26,1	102,1	291,2%
Marché financier régional	26,1	102,1	291,2%
Total	192,7	580,9	201,5%

Source : Direction Générale de la Dette

Les décaissements bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement, du Fonds Koweïtien et EximBank China. Les projets ayant bénéficié de ces financements sont :

- (1) La route Port Gentil/Omboué/Booue
- (2) Le projet de développement agricole
- (3) La réhabilitation du tronçon Ndjolé-Médoumane
- (4) L'assainissement ville de Port gentil
- (5) Le bassin versant Gue Gue
- (6) L'aménagement des Aéroports
- (7) Le transport Energie Electrique

Les décaissements auprès des bailleurs commerciaux proviennent de la Société Générale et de la Deutsche Bank Unicredit et ont été orientés vers trois(3) projets, à savoir :

- (1) Le projet CHU Mère-enfant
- (2) Le projet Matériel de Sécurité et Défense
- (3) Le projet Axe Routier PK 12-Bifoun

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux proviennent de la Banque Islamique de Développement, de la Banque Mondiale, de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale et du Fond International de Développement Agricole et ont été orientés vers :

- (1) Le projet Lalara-Koumameyong-Ovan-Makokou
- (2) Le tronçon routier Akiéni-Okondja
- (3) Le projet Dorsale de communication
- (4) La promotion de l'investissement et de la compétitivité
- (5) Le projet aménagement des bassins versant
- (6) Le projet développement agricole et rural

III.4.3. La situation du stock de la dette publique

En 2015, le stock de la dette publique a augmenté de 24,1% pour atteindre 3165,6 milliards de F.CFA. Cette évolution s'explique par les hausses conjointes des dettes extérieure (23,9%) et intérieure (26,1%).

La hausse de la dette extérieure provient du relèvement des emprunts envers le marché financier international (+47,3%), des emprunts multilatéraux (+33,9%) et bilatéraux (30,8%) en dépit de la contraction de la dette commerciale (-20,0%).

L'évolution de la dette intérieure est expliquée par la forte hausse des emprunts sur le marché régional (+219,1%), divers (+203,3%), en dépit de la baisse de la dette moratoire (-16,7%).

Enfin, le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2015 reste structurellement dominé par la dette extérieure (+ 91,1%) dont 45,4% provient des marchés financiers internationaux.

Evolution du stock de la dette

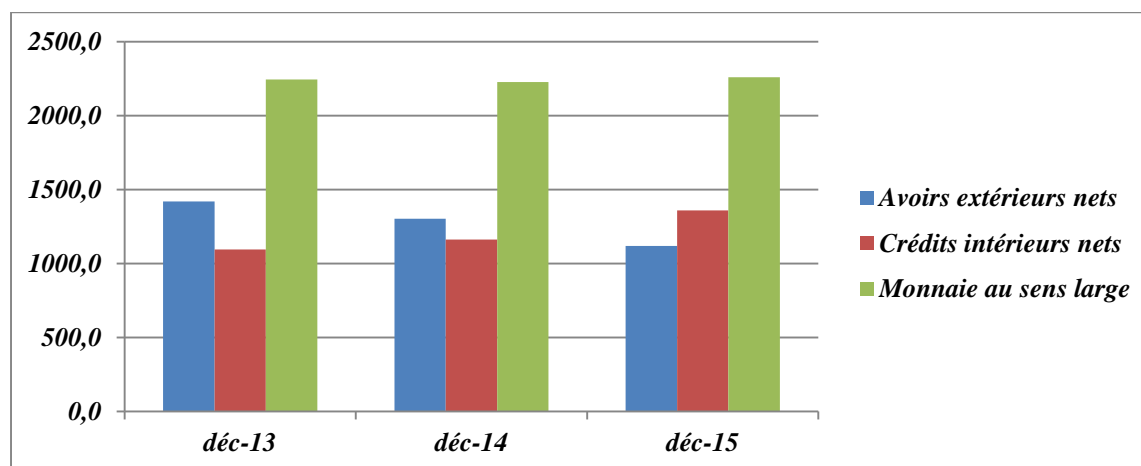
(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)	Poids en 2015
	2014	stock		
Dettes extérieures	2327,6	2884,4	23,9%	91,1%
Multilatérale	286,3	383,3	33,9%	13,3%
Bilatérale	532,1	695,9	30,8%	24,1%
Commerciale	620,6	496,6	-20,0%	17,2%
Marché financier International	888,6	1308,7	47,3%	45,4%
Dettes intérieures	223	281,2	26,1%	8,9%
Bancaire	67,5		-100,0%	0,0%
Moratoires	90,3	75,3	-16,7%	26,8%
Divers	13,6	41,3	203,3%	14,7%
Marché financier Régional	51,6	164,7	219,1%	58,6%
Total	2550,6	3165,6	24,1%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5 LA SITUATION MONETAIRE

A fin décembre 2015, la situation monétaire large s'est caractérisée par un léger recul de la masse monétaire (-0,5%), une baisse des avoirs extérieurs nets (-14,2%) et un relèvement du crédit intérieur net (+12,6%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.5.1 les principaux agrégats monétaires

III.5.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a légèrement diminué de 0,5% à 2259,9 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2015, corrélativement à la contraction des avoirs extérieurs nets (-14,2% à 1119,1 milliards de FCFA). L'analyse de ses composantes révèle une légère hausse des dépôts collectés (+0,6% à 1880,9 milliards de FCFA) et une baisse de la circulation fiduciaire (-5,7% à 379 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie a décliné de 2,8% à 794,6 milliards de FCFA en décembre 2015, suite au repli de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.5.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont reculé de 8,9% à 219 milliards de FCFA en décembre 2015, en liaison avec la dégradation des Autres Postes Nets qui passent de -89,2 milliards en décembre 2014 à -109,2 milliards de FCFA en décembre 2015.

III.5.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont fléchi de 1,3% à 2478,9 milliards de FCFA, sous l'effet de la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-14,2%).

III.5.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se contractés de 14,2% à 1119,1 milliards de FCFA en décembre 2015, consécutivement à la baisse des réserves officielles nettes de 18,1% à 1001,1 milliards de FCFA en décembre 2015.

Par ailleurs, les avoirs extérieurs nets des banques primaires se sont appréciés de 43,5% à 118 milliards de FCFA à fin décembre 2015.

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 13,6 points pour s'établir à 75,5% en décembre 2015.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

Trimestre	oct-14	nov-14	déc-14	oct-15	nov-15	déc-15	var 12-15/12-14
Avoirs extérieurs nets	1323,9	1319,2	1303,8	1194,6	1174,2	1119,1	-14,2%
Banque centrale	1160,6	1200,0	1221,6	1118,7	1092,0	1001,1	-18,1%
Banques commerciales	163,3	119,2	82,2	75,9	82,2	118,0	43,5%

Source : Beac

III.5.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est consolidé de 12,6% à 1359,8 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2015, en rapport avec la forte hausse des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur

Trimestre	oct-14	nov-14	déc-14	oct-15	nov-15	déc-15	var 12-15/12-14
	(en milliards de Fcfa)						
Crédits intérieurs nets	1112,6	1073,1	1207,6	1253,5	1283,2	1359,8	12,6%
Créances nettes sur l'Etat	-320,1	-317,6	-183,5	-31,5	-38,4	55,8	-
Créances sur le reste de l'économie	1432,7	1390,7	1391,1	1285,0	1321,5	1304,0	-6,3%

Source : Beac

III.5.2.2.1- Les créances sur l'économie

Elles Se sont amenuisées de 6,3% à 1304,0 milliards de FCFA à fin décembre 2015, suite au repli des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 88,5% de l'encours des crédits. Cette situation est liée au contexte économique toujours marqué par la faiblesse du prix du baril de pétrole.

L'analyse par terme révèle une forte absorption des crédits à court terme (54%) et dans une moindre mesure des crédits à moyen terme (43,5%).

III.5.2.2- Les créances nettes sur l'Etat

Au quatrième trimestre 2015, la situation nette débitrice de l'Etat s'est chiffrée à 55,8 milliards contre -183,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2014. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée, passant de -193,7 milliards en décembre 2014 à 136,2 milliards de FCFA un an plus tard.

III.5.3 La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur un abaissement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), la reconduction de l'objectif de refinancement et le maintien des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

IV.5.3.1 L'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire s'est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

IV.5.3.2 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 26 novembre 2015 a décidé de fixer les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,45%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2015

III.6.1. L'exécution du budget

L'exécution du budget à fin décembre 2015 fait ressortir un excédent primaire et des déficits base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un excédent de 80,3 milliards de FCFA, en baisse de 76,4% comparativement à l'année 2014. Cette diminution est principalement imputable à la contraction des recettes pétrolière suite à la chute des cours du baril du pétrole.

Le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, s'est établi à -91,9 milliards de FCFA, en diminution de 140,1%. Ce déficit est du à l'accroissement de la charge de la dette (+55,4%).

Le déficit budgétaire base caisse s'est accentué pour se situer à 350,7 milliards de FCFA contre un déficit de 50,6 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. L'alourdissement du déficit base caisse résulte de la réduction des arriérés de paiement de la dette intérieure (-258,8 milliards de FCFA).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	15/14
Recettes pétrolières	1 344,0	1 034,6	603,3	-41,7
Recettes hors pétrole	1 243,0	1 266,0	1 090,5	-13,9
Recettes comptes spéciaux	34,9	48,6	103,5	113,0
Recettes totales	2 621,9	2 349,2	1 797,3	-23,5
Dépenses de fonctionnement	1 267,5	1 366,3	1 277,0	-6,5
Dépenses d'investissement	925,1	605,8	423,4	-30,1
Prêts nets	-99,4	11,7	-13,0	-211,1
Autres dépenses	223,1	25,3	29,6	17,0
Dépenses primaires totales	2 316,3	2 009,1	1 717,0	-14,5%
Solde primaire	305,6	340,1	80,3	-76,4
Solde base engagement	153,9	229,3	-91,9	-140,1
Solde base caisse	20,1	-50,6	-350,7	

Source : DGCP

III.6.2. L'exécution des recettes

Le budget en recette s'est établi à 1797,3 milliards de FCFA, soit une diminution de 23,5% par rapport à l'année 2014. Cette évolution est due à la baisse conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, malgré la consolidation des recettes des comptes spéciaux.

III.6.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 540,6 milliards de FCFA dans la LFR 2015, au terme de l'année 2015, 603,3 milliards de FCFA ont été collectés, soit une plus-value de 62,7 milliards de FCFA. Cependant, comparativement à l'année 2014, les recettes pétrolières ont diminué de 41,7%. Cette évolution s'explique essentiellement par la détérioration du prix du baril de pétrole (-49,0%) malgré l'appréciation du taux de change du dollar par rapport au FCFA (+19,5%).

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	2013	2014	2015	Var.15/14
Impôts sur les sociétés	189,6	151,4	44,3	-70,7
Redevance Minière Proportionnelle	385,9	310,5	221,3	-28,7
Autres	649,2	338,1	260,8	-22,9
Transferts SOGARA	119,3	234,6	76,9	-67,2
Total des recettes pétrolières	1344,0	1034,6	603,3	-41,7
En % du PIB pétrolier	53,2	43,9	31,0	
PIB pétrolier (pour mémoire)	2526,8	2357,8	1948,8	-17,3%

Source : DGST, DGEPPF

III.6.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1293,2 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2015, les recettes hors pétrole se sont établies à 1090,5 milliards de FCFA au terme de l'année 2015, soit une moins-value de 202,8 milliards de FCFA. Le repli des recettes hors pétrole (-13,9%) par rapport à l'année 2014 résulte essentiellement de la baisse du recouvrement des taxes sur les biens et services (-41,6%) et de la contreperformance des autres recettes (-28,1%), en dépit de l'amélioration du recouvrement des impôts directs (+4,0%).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	Var. 15/14
Droits de douanes	401,0	359,9	354,8	-1,4%
Taxes sur les biens et services	280,4	285,8	167,0	-41,6%
dont TVA	213,4	216,6	100,7	-53,5%
Impôts directs	342,5	382,4	397,7	4,0%
Autres recettes	219,1	237,9	171,0	-28,1%
Total de recettes hors pétrole	1243,0	1266,0	1090,5	-13,9%

Source : DGST, DGEPPF

III.6.3. Les dépenses budgétaires

décembre 2015, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont baissé de 14,5% pour s'établir à 1 717,0 milliards de FCFA. Cette diminution s'explique principalement par la réduction des dépenses d'investissement. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses hors paiement d'intérêt de la dette publique.

III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 334,4 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2015, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 277,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 95,7%. Comparativement à l'année précédente elles ont diminué de 6,5% en 2015, du fait du repli conjoint des dépenses en biens et services et des transferts et subventions.

Par composante, les dépenses de personnel (la solde permanente, la main d'œuvre non permanente et les crédits dédiés au paiement de la PIP) ont été exécutées à 714,7 milliards de FCFA en 2015, soit un taux de réalisation de 97,6% de la dotation de la loi de finances

rectificative 2015. Comparativement à fin décembre 2014, les dépenses de personnel se sont alourdies de 3,4% suite, principalement, à l'application du nouveau système de rémunération des agents de l'Etat depuis le mois de juillet 2015.

Pour les biens et services, sur une dotation de 299,0 milliards, la réalisation s'est établie à 241,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 80,7%. A fin décembre 2015, les dépenses de biens et services ont baissé de 9,0% comparativement à la même période en 2014. Cette évolution résulte, exclusivement, du repli des dépenses liées aux autres biens et services (-10,4%).

Les dépenses de transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 321,1 milliards de FCFA, soit 106,1% des prévisions de la loi de finances rectificative 2015. Elles ont enregistré une contraction de 21,7% liée essentiellement à la réduction des fonds de sécurité et de souveraineté (-87,1%) et du soutien des prix de carburant (-48,7%).

III.6.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du recul de la mobilisation des financements sur ressources propres et sur ressources extérieures, les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 30,1% au cours de l'année 2015 pour s'établir à 423,4 milliards de FCFA. Elles inscrivent ainsi un taux d'exécution de 71,0% par rapport au plafond autorisé par le Parlement dans la loi de finances rectificative 2015.

III.6.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (les plans sociaux, les dépenses de restructuration d'entreprises, etc.) ont été exécutées à hauteur de 16,6 milliards de francs CFA sur une prévision de 12 milliards de FCFA, soit un excédent de 4,6 milliards de la dotation annuelle. Toutefois, elles ont fléchi de 55,1% par rapport à leur niveau à fin décembre 2014 suite à la diminution du poste « prêts net y compris prise de participation » de 87,8%.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	Var. 15/14
Fonctionnement	1 267,5	1 366,3	1 277,0	-6,5%
Salaires et traitements	552,8	691,3	714,7	3,4%
Biens et services	238,8	265,0	241,2	-9,0%
Transferts et subventions	475,9	410,0	321,1	-21,7%
Investissements	925,1	605,8	423,4	-30,1%
Ressources propres	654,5	349,6	240,9	-31,1%
Finex	270,6	256,2	182,5	-28,8%
Prêts nets (y.c prise de participation et FER)	1,2	37,0	4,5	-87,8%
Autres dépenses (y.c Fonds spéciaux)	122,5	-	12,1	-
Total dépenses hors paiement d'intérêts	2 316,3	2 009,1	1 717,0	-14,5%
PIB nominal	8 690,5	8 989,3	8 537,3	
Fonctionnement/PIB nominal	14,6%	15,2%	15,0%	
Investissements/PIB nominal	10,6%	6,7%	5,0%	

Source : DGST, DGEPP

CONCLUSION

Malgré la reprise timide enregistrée au niveau de l'environnement économique international, notamment dans certains pays avancés comme les Etats-Unis et le Royaume uni, la demande mondiale est restée atone, avec des perspectives incertaines, suite au ralentissement de la croissance des pays émergents.

Cette faiblesse de la demande a entraîné une forte détérioration des cours des matières premières, notamment ceux du pétrole et du manganèse, principaux produits de nos exportations. Ce repli de la valeur des exportations, a pour conséquence : un recul des recettes budgétaires et donc de la capacité d'investissement de l'Etat, une forte baisse des investissements pétroliers qui a induit un recul de l'activité chez les parapétroliers.

Par conséquent, ces évolutions ont entraîné une situation de crise dans certains secteurs, avec des pertes d'emplois importantes, notamment chez les parapétroliers et les BTP.

Malgré ce contexte difficile, l'économie gabonaise devrait extérioriser une croissance certes en recul mais qui reste positive d'environ 3,9%, dont +8,6% pour le secteur pétrole et +3,2% pour le secteur hors pétrole.

Le comportement de la demande intérieure est resté robuste mais en ralentissement, confirmant ainsi les effets positifs de la diversification de l'économie en cours.

Ces évolutions appellent une accélération des réformes engagées en matière d'amélioration de l'efficacité de la dépense, en vue de privilégier celles qui ont un réel impact sur le développement économique et social. Il en est de même pour les mesures visant à améliorer l'environnement des affaires, de manière à offrir au secteur privé un cadre de fonctionnement propice.

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Martial MBA BISSIGHE

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Julie NTSAME
Mme. BOUYOU Elzy Yolène
Mme. LOUBAKI DIMBOU Anuarite
Mme. MOUANANDA BABONGUI Ariane
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N' NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. MAGNAGA Noel
M. NZUE EDOU Patrick Patrici

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

M. Kevin BOUNGOUNGOU
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOU MBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA
M. LIPOCKO MOMBO